

**Chapitre 4:**  
**Les États-Unis de Truman à Reagan:**  
**l'évolution politique intérieure.**

Ce chapitre est dédié à Checkers et à l'homme de Roswell,  
sans qui les États-Unis ne seraient pas l'Amérique.

La fin de la seconde guerre mondiale a marqué **l'apogée de la puissance des États-Unis**. Du point de vue économique d'abord; je traiterai ces aspects dans le prochain chapitre<sup>1</sup>. Du point de vue de leur influence extérieure aussi; je traiterai ces aspects dans le chapitre 6. Je vais ici m'essayer à montrer ce que cette puissance nouvelle, avec ses charges, ses défis, ses désillusions, a changé en Amérique, et ce qu'elle a laissé tel quel. Depuis 1945, l'Amérique ne peut plus se penser comme une cité idéale; le monde a fait irruption et les nouvelles, la perception que l'on en a aux États-Unis ont influé fortement sur la vie intérieure du pays, du maccarthysme à la contestation de la guerre du Vietnam. La révolution de l'information, liée à l'essor de la télévision, a joué un rôle majeur dans ce processus. Mais l'Amérique n'a pas été envahie, elle n'a pas été forcée de modifier ses institutions, sa structure sociale; elle n'a jamais eu à subir les foudres d'un quelconque F.M.I.; elle a beaucoup plus influencé qu'elle n'a été influencée, elle a bien plus agi que subi; elle a pu se permettre de conserver des manières d'être, des débats, des mentalités, des obsessions qui lui sont propres. D'où **un décalage étrange**, dans la vie politique américaine, **entre le caractère mondial des problèmes et un certain provincialisme** dans la manière de les gérer.

L'Amérique aborda cette période nouvelle dans **de bonnes conditions**: les années Roosevelt l'avaient transformée sans la chambouler. Elle avait retrouvé l'optimisme des années 1920; les Américains envisageaient l'avenir avec une grande confiance. Cette bonne humeur retrouvée n'était pas sans fondement: la guerre avait chassé le fantôme de la crise, sans pour autant remettre en cause les fondements de l'économie et de la société américaines, mais en faisant évoluer sensiblement les pratiques, notamment en matière de rapports sociaux. Le capitalisme américain était à son zénith; le *new Deal*, tout en renforçant la fonction régulatrice de l'État, l'avait plutôt requinqué; la guerre avait réhabilité ce *big business* que Roosevelt avait vivement critiqué à la fin des années 1930. Le système politique n'avait pas été affecté par la crise ni par la guerre; il avait seulement évolué dans le sens d'un poids accru du pouvoir exécutif central, comme dans toutes les démocraties au XXe siècle.

**I-Évolutions d'ensemble.**

De 1945 à 1980, les **institutions** américaines n'ont évolué que sur des points de détail. L'Alaska est devenu le quarante-neuvième État américain en 1958 et Hawaii le cinquantième en 1959, tandis que les Philippines obtenaient leur indépendance en 1946. Puerto Rico a reçu en 1952 le statut d'État associé (*commonwealth*) des États-Unis; les autres possessions de l'Amérique (les archipels de Micronésie, les îles Vierges américaines, etc.) ont conservé un statut de territoires d'outre-mer. Depuis le vote en 1961 du XXIIIe amendement à la Constitution, les habitants du district fédéral de Columbia (c'est-à-dire du centre de l'agglomération de Washington) ont le droit de vote aux élections présidentielles.

---

<sup>1</sup> Il est évidemment difficile de distinguer l'économie du politique, surtout en ce second XXe siècle où la politique s'est résumée de plus en plus à la gestion de l'économie. En principe, je traiterai dans le présent chapitre la politique conjoncturelle des gouvernements et ses effets à court et moyen terme; dans le chapitre 5, les évolutions à long terme, celles qu'il est difficile de relier à telle ou telle décision, celles sur lesquelles le politique ne pèse pas, ou alors à long terme.

Les mécanismes électoraux n'ont pas été modifiés, malgré leurs inconvénients évidents: en ce qui concerne la présidentielle, il s'écoule toujours deux mois et demi entre le choix des grands électeurs, le premier lundi de novembre des années bissextiles, et la prise de fonctions du nouveau Président, le vingt janvier de l'année suivante. Ce suffrage à un tour mais à deux degrés, par l'intermédiaire de grands électeurs élus à l'échelle des États, fait qu'un Président peut être élu en ayant remporté moins de suffrages que son adversaire; même en-dehors de ce cas extrême, certains Présidents sont très mal élus, comme Nixon en 1968. Le système de la vice-présidence, s'il a le mérite d'empêcher toute vacance du pouvoir imprévue et toute élection anticipée, a l'inconvénient de porter au pouvoir des personnages qui ne sont pas préparés à l'exercer: le vice-président n'est pas un chef de gouvernement, il est largement payé à ne rien faire en attendant que le sort en fasse un Président. Au mieux, il est un "dauphin" désigné; mais il arrive aussi qu'il s'entende mal avec le Président, ne serait-ce que parce que pour de basses raisons de cuisine électorale les candidats sont souvent forcés de prendre sur leur "ticket" des hommes issus d'une faction opposée à l'intérieur de leur parti.

Un autre problème, c'est que les représentants et les sénateurs sont élus pour deux ans seulement: un scrutin législatif sur deux a lieu le même jour que l'élection présidentielle, un sur deux, à mi-chemin du mandat présidentiel (ceux-ci s'appellent les *mid-term elections*). De ce fait, il se produit régulièrement des problèmes de cohabitation avec un Président d'un autre bord politique. Cela convient à l'obsession américaine de l'équilibre des pouvoirs et des contre-pouvoirs (il arrive d'ailleurs que le même jour, les Américains envoient à la Maison blanche et au Congrès des hommes d'un bord différent! Ce fut le cas en 1968 et en 1972); mais cela peut poser problème lorsque les difficultés nécessitent une direction énergique. D'autre part, du fait de ces mandats très brefs le pays est en campagne électorale presque permanente. Les présidentielles occupent les années bissextiles tout entières: de janvier à juin ont lieu des "primaires" destinées à départager les différents précandidats à l'intérieur de chaque parti; cette première phase culmine durant l'été, au moment des conventions nationales des deux partis. Puis la campagne proprement dite (présidentielle et législative) prend le relais. Les *mid-term elections* occupent par ailleurs une bonne partie des années paires non bissextiles. Il y a enfin une myriade de scrutins locaux, bisannuels ou quadriannuels pour la plupart: les juges et même les commissaires de police sont élus; les référendums locaux sont fréquents.

Le système partisan américain, le plus ancien du monde (il a pris sa forme définitive vers 1830), n'a pas été remis en question non plus. Presque à chaque présidentielle un troisième parti apparaît, qui tente de rompre l'éternel affrontement du parti de l'âne et de celui de l'éléphant; il échoue toujours. C'est que le scrutin présidentiel à un seul tour condamne à l'échec les candidats que ne soutient aucune grosse "machine" électorale: même avec 20% des suffrages un tiers parti n'a aucune chance de rafler plus d'une poignée de grands électeurs, entre autres à cause de la règle qui accorde l'ensemble des grands électeurs d'un État au parti arrivé en tête localement, même d'un cheveu<sup>1</sup>. Un certain nombre de partis contestent ce système, mais ils n'ont aucun espoir d'un jour parvenir au pouvoir: ce ne sont que des groupuscules. Il est frappant de constater, en particulier, qu'aucun parti régionaliste, aucun parti "ethnique" (défendant les intérêts des Noirs, des Italo-Américains, etc.) n'est jamais arrivé à

---

<sup>1</sup> Ceci dit, en Grande-Bretagne le suffrage uninominal à un tour aux législatives n'a pas empêché le parti travailliste de prendre l'avantage sur le vieux parti libéral dans l'entre-deux-guerres. Mais c'était le parti de la classe ouvrière et des syndicats, à l'époque du grand essor du socialisme; et cet exploit ne s'est jamais renouvelé – au grand dam des libéraux (devenus les libéraux-démocrates dans les années 1980), qui depuis les années 1960 demandent une modification des règles électorales.

s'implanter; les candidatures "ethniques" indépendantes des deux grands partis sont rares et généralement vouées à l'échec. Un candidat noir, par exemple, a tout intérêt à s'assurer l'appui de l'un des deux grands partis et de sa machine électorale.

C'est aussi que les deux grands partis accordent volontiers cet appui dès qu'un candidat leur semble valable; ils n'ont guère d'idéologie. Les partis américains ressemblent plus que jamais à des additions de clientèles; ils n'ont rien de partis de masse porteurs de projets de société affrontés, comme comme c'était le cas en Europe jusqu'à une époque récente. Ils entrent en sommeil entre les campagnes électorales: pas de meetings, pas de sections locales, même pas de cartes (dans de nombreux États, le vote aux primaires de chaque parti est ouvert à l'ensemble des électeurs). Du point de vue politique, l'Amérique n'est jamais entrée dans "l'ère des masses", ce qui ne laisse pas de surprendre dans le pays qui a inventé, et développé plus que partout ailleurs, la consommation et la communication de masse; c'est sans doute que l'individualisme y est une valeur sacrée entre toutes. On est républicain ou démocrate par héritage familial, par intérêt, par opportunité, rarement par conviction.

De ce fait, on trouve dans l'un et l'autre parti les sensibilités les plus diverses, même si la droite protestante traditionnaliste est presque exclusivement républicaine<sup>1</sup>, si le parti républicain recourt à une rhétorique plus individualiste et se fait plus énergiquement l'avocat du *small government* et des pouvoirs locaux; dans la période qui nous intéresse, les démocrates au contraire ont plutôt tendu à défendre l'héritage du *new Deal*, ont été plus enclins au libéralisme en matière de mœurs (surtout dans les années 1960 et 1970) et plus soucieux des intérêts des "minorités". Mais ces différences portaient sur des points somme toute mineurs: sur l'essentiel, la démocratie, le système politique, la politique extérieure, les deux partis, ou plus exactement les centristes des deux partis (qui finissent presque toujours par l'emporter parce qu'ils ont plus de chance de rassembler un nombre élevé de suffrages), sont demeurés d'accord. En particulier, les démocrates sont tout aussi anticommunistes que les républicains<sup>2</sup>. Avant la campagne électorale de 1980, on ne peut même pas dire que l'un des partis se distinguait de l'autre en matière économique: jusqu'à Reagan, les républicains ne remettaient pas réellement en cause les réformes du *new Deal* et leurs prolongements d'après-guerre.

Dans ces conditions les élections, aussi bien présidentielles que législatives ou locales, sont bien plus des affrontements de personnes que de programmes, à quelques exceptions près (en 1980, Ronald Reagan est arrivé au pouvoir sur un programme de rupture, très idéologique). Les deux partis ne proposent pas deux voies différentes pour l'avenir de l'Amérique, mais deux équipes différentes pour gérer la ville, le comté, l'État, le pays durant deux ou quatre ans. En revanche les campagnes électorales ont été de plus en plus médiatisées, de plus en plus coûteuses aussi: gigantesques kermesses où la démocratie se donne en spectacle, où les candidats sillonnent le pays jusqu'à épuisement pour établir un contact direct avec la foule. L'Amérique n'a pas connu l'ère des masses en politique, mais elle a inventé la politique-spectacle, et l'a développée jusqu'à des extrêmes inconnus en Europe. Comme les clientèles et les groupes de pression à satisfaire sont nombreux et divers, le programme des candidats ne brille pas souvent par sa clarté et sa cohérence. Le ton est souvent moralisateur et en même temps assez vulgaire; il n'y a presque jamais de débat d'idées. Depuis l'essor de la télévision, les "petites phrases" assassines et vides sont devenues le mode d'expression favori des politiciens.

---

<sup>1</sup> Elle représente la mouvance la plus idéologique de toute la classe politique américaine; mais elle n'est pratiquement jamais arrivée à imposer son précandidat à l'ensemble du parti puis à le faire gagner, à l'exception notable de Ronald Reagan en 1980 et 1984.

<sup>2</sup> À l'exception du Roosevelt des derniers mois de la guerre.

Souvent ce sont le charisme, l'argent, l'ampleur des soutiens financiers (pas toujours reluisants) qui emportent la décision des électeurs. Afin d'éviter que les milieux d'affaires ne fassent les élections, les dons des particuliers sont limités depuis le *Hatch Act* de 1940; la loi Taft-Hardley, qui date de 1947, a interdit aux syndicats de financer des opérations électorales; après le Watergate, d'autres mesures en ce sens ont été prises. Mais ces dispositions sont très facilement tournées, et en l'absence de tout financement officiel des partis il arrive que la fortune d'un candidat fasse la différence aux élections locales; dans les années 1980 on a même vu un milliardaire, Ross Perot, se lancer dans l'arène au niveau national (sans succès). Mais c'est beaucoup plus rare qu'on pourrait s'y attendre, ne serait-ce que parce qu'il y a dans l'électorat américain une tendance récurrente à voter *contre* le *big business*: l'élection de Truman en 1948, contre le républicain Dewey qui avait rassemblé beaucoup plus d'argent, est un bon contre-exemple.

Malgré toute cette agitation les taux d'abstention sont très élevés, presque toujours supérieurs à 40% aux présidentielles – et bien plus forts parmi les pauvres que parmi les riches. Bien entendu, cela ne signifie pas un défaut d'adhésion des Américains à la démocratie, simplement une indifférence aux jeux partisans, et parfois un rejet de la classe politique; mais il n'y a pas de contestation de masse du système, comme ce fut le cas en France à diverses périodes, et ceci est vrai même parmi les exclus (Noirs, Hispaniques): les mouvements noirs radicaux des années 1960 étaient aussi minoritaires que bruyants. Pourquoi? Peut-être parce que l'Amérique, société très mobile, donne à tous un espoir d'insertion, mais par l'économie et non par la politique: "enrichissez-vous"! Il s'agit d'un mythe, mais la très grande majorité des Américains y croit – à l'exception des habitants des ghettos urbains; mais ceux-là ne votent pas. La contestation ne s'exprime pas à l'intérieur du système politique: il n'y a jamais eu de Jaurès américain (ni de Mussolini); les idoles des contestataires des années 1960 étaient des figures culturelles, ou des hommes d'Église. L'échec du mouvement ouvrier du début du siècle est très largement responsable de cet état de choses, qui a sans doute des racines très profondes: l'Amérique a été peuplée de gens qui, mécontents de leur sort en Europe, ont choisi, au lieu de le contester sur place, de partir, de chercher fortune ailleurs: ils ont fait le pari de l'ascension sociale individuelle et non celui de la lutte collective.

Tous ces inconvénients, supportables à l'époque où les États-Unis constituaient une confédération très décentralisée et dépourvue d'engagements extérieurs, ont commencé à poser problème après 1945, car après-guerre le rôle de l'État fédéral n'a cessé de se renforcer, tout particulièrement celui de l'exécutif, du fait de la complexité et de l'urgence des problèmes à résoudre à l'extérieur comme à l'intérieur (la guerre froide, le traitement du problème noir, etc.); cette évolution remontait aux programmes sociaux du *new Deal* qui, nous l'avons vu, empiétaient sur des domaines traditionnellement réservés aux pouvoirs locaux. Le nombre de fonctionnaires fédéraux n'a cessé de s'accroître (en revanche, le *spoil system* a reculé: 90% des fonctionnaires sont désormais recrutés par concours); les commissions fédérales à pouvoir réglementaire se sont multipliées, chargées de la surveillance de tel ou tel secteur économique, et leur pouvoir s'est accru (par exemple celui de la *Federal Trade Commission*). Le Congrès n'est pas parvenu à freiner cette évolution, malgré les protestations récurrentes des nostalgiques du *small government* d'antan qui stigmatisent le Léviathan fédéral, coûteux et inefficace, fossoyeur des valeurs traditionnelles de l'Amérique.

La Présidence fédérale est au centre de ce processus. De plus en plus, l'initiative des lois émane de la Maison blanche, tout particulièrement du Bureau de la présidence: il existe un Bureau du Budget depuis les années 1930, un Conseil des Experts économiques depuis 1946, un Conseil national de Sécurité, etc. Seules deux mesures notables de

limitation des prérogatives présidentielles ont été votées depuis 1945: le XXIIe amendement à la Constitution, ratifié en 1951, interdit à un Président de briguer plus de deux mandats; depuis 1973, la loi sur les pouvoirs de guerre interdit au Président d'engager des troupes américaines à l'étranger durant plus de deux mois sans l'aval du Congrès – il s'agit évidemment d'une séquelle de la guerre du Vietnam.

Du fait du XXIIe amendement, durant leur premier mandat les Présidents ont tendance à gouverner en ne pensant qu'à leur réélection; lorsqu'ils sont parvenus à se faire réélire, ils se retrouvent immédiatement affaiblis car l'avenir de leur parti ne dépend plus d'eux (d'autant qu'ils n'ont guère d'influence sur la désignation de leur successeur); leurs amis ont plutôt intérêt à s'en démarquer pour ne pas souffrir des aléas de leur popularité. De ce fait, durant leur second mandat les Présidents américains deviennent souvent des "canards boîteux", des *lamy ducks*.

Le Congrès désormais exerce essentiellement un pouvoir de contrôle a *posteriori*. Pour autant, il n'a pas perdu tout pouvoir: il reste infiniment plus actif, et plus respecté, que le Parlement français, parce que le principe de la séparation des pouvoirs n'a jamais été remis en cause en Amérique; jamais aucun autre Président américain, même Roosevelt, n'a disposé de pouvoirs d'exception – ce n'est tout simplement pas prévu dans la Constitution. Certes le législatif n'est plus à l'origine de la plupart des lois, mais il peut bloquer durablement l'action du gouvernement, et le Président ne peut le dissoudre. De ce fait, les Présidents passent une bonne partie de leur temps à négocier avec les différents groupes de pression au Congrès, qu'ils appartiennent au parti majoritaire ou à l'opposition (la plupart sont bipartisans): de ce fait, et comme il n'y a guère de clivages idéologiques, on peut avoir l'impression que les États-Unis sont en fait gouvernés par une même coalition centriste qui se perpétue quels que soient les résultats des élections.

Si le pouvoir du Congrès est malgré tout quelque peu en déclin, en revanche celui des juges de la Cour suprême s'est plutôt renforcé dans la période que traite ce chapitre. Le conflit avec Roosevelt avait rehaussé son prestige; dans les années 1950 et 1960, elle adopta une attitude franchement activiste, tentant de faire évoluer la législation en annulant des pans entiers qui lui semblaient contraire à la Constitution (par exemple en matière de ségrégation); dans la période qui nous intéresse, la Cour, nommée en majorité par Roosevelt et par Truman, a plutôt agi dans un sens libéral. Les lobbies aussi se portent très bien; les plus puissants sont ceux de l'agriculture et ceux de ce que l'on baptise ordinairement le "complexe militaro-industriel" (voyez au chapitre 5): la guerre mondiale, puis la guerre froide les ont énormément renforcés. Assez proches des lobbies sont les *Political Action Committees*, qui apparaissent au moments des élections et se consacrent à la promotion d'une personnalité et au *fund-raising* (la collecte de fonds).

La multiplicité des contre-pouvoirs peut sembler aboutir à une sorte de "féodalisation" du pouvoir, qui se trouve partagé, réparti, affaibli: c'est très exactement ce que souhaitent la plupart des Américains. L'affaire du Watergate a montré que cette multiplicité des centres de pouvoir n'empêche pas forcément les dérives de l'exécutif; mais en même temps, le Watergate fut l'occasion pour la presse de prouver son efficacité en tant que contre-pouvoir – j'y reviendrai.

## II-Les deux présidences de Truman (1945-1952).

### A) La domination démocrate.

Les quatre mandats de Roosevelt avaient décisivement renforcé l'ascendant du parti démocrate sur la vie politique américaine; l'évolution postérieure confirma en gros cette évolution. Entre 1933 et 1945, l'image du parti démocrate s'était profondément transformée, elle avait acquis une certaine cohérence idéologique, ce qui en faisait, provisoirement, un peu plus qu'une simple concaténation de clientèles. Cette coalition hétéroclite

de Blancs du Sud, de classes moyennes urbaines et d'immigrés de fraîche date s'était trouvé un projet commun, un projet réformiste, progressiste mais en même temps irréprochablement démocratique; le parti de l'âne avait lié son nom à d'importantes réformes sociales (même si l'intervention de l'État dans ce domaine était loin de soulever l'enthousiasme de tous les Américains); enfin, les démocrates avaient relevé avec succès le défi de la guerre.

Le Sud, qui demeura leur principal bastion jusqu'aux années 1960, avait commencé à sortir de sa torpeur économique, tandis que Roosevelt était parvenu à rallier la majorité des Noirs, une grande partie des ouvriers (malgré les réticences des syndicats), et de nombreux intellectuels "libéraux", lesquels aux États-Unis ne se sont jamais autant approchés du pouvoir qu'à l'époque du *brain trust*. En revanche le poids des agriculteurs, traditionnellement parmi les soutiens les plus constants des républicains, avait beaucoup diminué, une partie d'entre eux était même passé au parti démocrate à cause de l'A.A.A. Bien sûr l'édifice démocrate demeurait fragile, surtout en l'absence d'un leader de la taille de Roosevelt; il demeurait des démocrates fort réactionnaires, comme Strom Thurmond, d'autres restaient profondément marqués par l'héritage des progressismes successifs, comme Henry (dit Harry) Wallace.

De la guerre de sécession à 1933, les démocrates n'avaient occupé la présidence que durant seize ans, contre cinquante-deux pour les républicains; avec Roosevelt et Truman ils restèrent au pouvoir sans interruption durant vingt ans. Cette domination des démocrates alimentait des interrogations sur un éventuel déclin du parti républicain, certains voyaient les États-Unis en voie de se transformer en une démocratie à parti dominant, sinon unique.

Ces interrogations continuèrent durant toute la période couverte par ce chapitre: de 1945 à 1980, il y eut quatre présidents démocrates (Truman, Kennedy, Johnson, Carter), qui restèrent au pouvoir dix-neuf ans au total, contre trois républicains (Eisenhower, Nixon, Ford), qui restèrent au pouvoir seize ans et dont les deux derniers terminèrent très affaiblis<sup>1</sup>; le plus souvent les démocrates eurent une majorité de représentants à la Chambre (sauf de 1946 à 1948 et de 1952 à 1954) et au Sénat (sauf de 1946 à 1952 et de 1956 à 1958, puis à partir de 1980). Depuis, les trois présidences républicaines des années 1980 sont venues rétablir l'équilibre et calmer les esprits.

## B) Les difficultés de Truman.

Malgré tout le mandat de Truman, cinquième mandat consécutif d'un Président démocrate, fut marqué par de grandes difficultés: l'élan initial était bien loin; les républicains relevaient la tête, d'autant que les années 1920 commençaient à se fondre dans la brume des nostalgies.

Henry (Harry) S. Truman (1884-1972) était issu d'une famille de notables locaux du Missouri; mais son père avait connu des revers de fortune qui empêchèrent le jeune Harry d'entrer à l'Université. Il fut employé de banque, comptable, puis agriculteur; puis il alla se battre en France durant la première guerre mondiale. Par la suite, après un bref et peu glorieux passage par le commerce des chemises (il fit faillite), il entra en politique et finit par devenir sénateur de son État natal en 1934. Cet itinéraire ordinaire, voire laborieux contrastait avec celui de Roosevelt, le brillant patricien. Nommé en 1940 à la tête de la commission d'enquête sur le programme de la Défense nationale, il parvint à faire économiser un milliard de dollars au budget fédéral. En 1944, Roosevelt le

---

<sup>1</sup> De 1933 à la fin de la seconde présidence Clinton en 2001, ils auront occupé la présidence durant quarante ans, contre vingt-huit pour les républicains.

choisit comme vice-président car Harry Wallace, qui occupait ce poste depuis 1940, était trop "marqué à gauche", comme on aurait dit en France: c'était un homme des temps du deuxième *new Deal* et de la loi Wagner. Tenu à l'écart des grands secrets de l'État, peu connu, Truman n'avait reçu aucune préparation à la fonction présidentielle; or il y accéda brutalement, alors que la réorganisation du monde de l'après-guerre battait son plein. L'une des premières décisions qu'il eut à prendre fut l'emploi de l'arme atomique... Au pouvoir, **il se révéla moins falot qu'on n'eût pu le craindre**, et pas seulement sur le plan diplomatique: il voulut marquer son mandat de son empreinte, tout en s'inscrivant dans la continuité du *new Deal*.

Il lui fallut d'abord affronter **les problèmes du retour à la paix**, ce qu'il fit avec une relative habileté. On n'assista pas, en ce second après-guerre, à un retour offensif de l'isolationnisme et de la réaction politique; il faut dire que les conditions étaient très différentes de celles de 1919. Les problèmes ne manquaient pas pourtant: on craignait une crise de reconversion, à cause de la fin des nombreux contrats de guerre; surtout, Roosevelt avait imprudemment promis une démobilisation générale des appelés dès la fin du conflit, et lorsqu'à la fin 1945 le gouvernement tenta d'en ralentir le rythme il y eut des émeutes, à Manille notamment. Les effectifs sous les drapeaux passèrent de 12 millions en 1945 à 1,5 millions en 1947... Outre que cela posait des problèmes au Département d'État, qui avait besoin de troupes pour contrôler les immenses territoires où l'armée américaine s'était déployée (l'U.R.S.S. n'avait pas démobilisé, et on craignait l'apparition de guérillas au Japon), cela risquait de provoquer une explosion du chômage.

Mais des précautions avaient été prises: dès février 1944 le gouvernement avait mis en place des mécanismes propres à amortir les effets de l'annulation des contrats de guerre (le plan Baruch). **Les soldats démobilisés reçurent des indemnités** qui leur permirent par exemple de reprendre leurs études, des garanties pour emprunter afin de fonder une entreprise ou d'acheter une maison (ce qui relança la construction), et la priorité pour les emplois de fonctionnaires fédéraux. On dégagea des emplois en supprimant les heures supplémentaires, et beaucoup de femmes cessèrent de travailler (certaines parce que leur mari revint du front, mais il y eut des campagnes officielles pour les inciter à reprendre "leur place naturelle" dans la société - l'effectif des femmes exerçant une profession retomba à 16,5 millions en 1945). Surtout, **la demande extérieure et intérieure était si forte** en ces lendemains de conflit (on assista notamment à un déblocage brutal de l'épargne constituée durant la guerre, tant par précaution que parce que du fait des restrictions la consommation avait été bridée) que les entreprises n'eurent pas à débaucher et que les soldats démobilisés trouvèrent du travail<sup>1</sup>.

Malgré la rapidité de la reconstruction, la situation était loin d'être idéale. Après des années de prix fixés par l'État, et dans un contexte de forte demande (il y avait beaucoup de consommateurs et la production était en cours de reconversion: il y avait donc pénurie de biens industriels et agricoles), **l'inflation** menaçait; Truman en était bien conscient et voulait maintenir un strict contrôle des prix jusqu'au retour à la normale. En même temps, il souhaitait prolonger les réformes du *new Deal*. En septembre 1945 il proposa un programme en vingt points baptisé le **Fair Deal**, dans lequel il promettait notamment une hausse des salaires minima, une augmentation des indemnités de chômage, le développement de la sécurité sociale (avec notamment un ambitieux programme de santé), la rénovation des quartiers insalubres, la nationalisation de l'industrie atomique, etc.; programme qu'il précisa en janvier 1946.

---

<sup>1</sup> Cela n'empêcha pas, dans les années qui suivirent, de brusques mais peu durables poussées de chômage (ainsi il y avait 7 millions de chômeurs au début 1958); mais les Américains sont moins traumatisés que les Européens par une situation qu'ils perçoivent comme un accident passager et non comme une déchéance.

Mais Truman, novice en matière de politique intérieure, eut du mal à gérer un climat social qui s'alourdissait à vue d'œil: les ouvriers réclamaient des hausses de salaires pour compenser l'inflation et la perte de leurs heures supplémentaires; les chefs d'entreprise, eux, ne voulaient rien entendre tant que les prix ne seraient pas libérés.

Les premières grèves éclatèrent dans l'industrie pétrolière en septembre 1945, puis elles gagnèrent l'automobile, notamment G.M. où le conflit dura 113 jours; puis, début 1946, la sidérurgie, les abattoirs, l'électricité. Les leaders syndicaux, au début quelque peu à la remorque de leurs troupes, durcirent rapidement leurs positions, notamment Walter Reuther, le nouveau patron du C.I.O. Devant le blocage de la situation, Truman conseilla une augmentation de salaires en janvier 1946, puis autorisa un relèvement des prix de l'acier en février... ce qui ne fit qu'attiser les appétits des grévistes. Trois mois plus tard, en mai, le Président fit volte-face et fit réquisitionner les mines de charbon en application de la loi Smith-Connally (eles étaient en grève depuis avril sous l'impulsion de Lewis, qui avait regagné le C.I.O.); devant le Congrès il dénonça le "Pearl Harbour intérieur" que les cheminots menaçaient de perpétrer (ils s'apprêtaient à se mettre en grève à leur tour<sup>1</sup>). Il demanda même au Congrès l'autorisation de militariser les transports ferroviaires si nécessaire, mais essuya un refus.

Au total, les mineurs et les autres grévistes obtinrent les avantages qu'ils demandaient; dans l'été, le blocage des prix industriels fut emporté par la vague sociale (et par l'explosion du marché noir). En octobre, le Président dut libérer les derniers prix administrés, ceux des produits agricoles. Les victoires des grévistes provoquèrent une nouvelle vague de conflits dans les mines à l'automne.

Toute cette agitation sociale était sans doute inévitable après trois ans de sacrifices imposés (dans certaines branches il n'y avait pas eu d'augmentations de salaires depuis 1942); mais cette année entière de conflits et de grèves inquiéta l'opinion, dans le contexte de la soviétisation en cours de l'Europe centrale; en multipliant les promesses, l'homme du *fair Deal* n'avait-il pas joué avec le feu? Parti d'une cote de popularité de 87% au printemps 1945, Truman descendit jusqu'à 32%. Les républicains n'eurent aucune peine à remporter la majorité aux deux Chambres aux mid-term elections de novembre 1946, pour la première fois depuis 1930, avec ce slogan: « n'en avez-vous pas assez? ». Le nouveau Congrès était très hostile aux principes du *fair Deal*, que le Congrès précédent avait à peine commencé à faire entrer dans les faits<sup>2</sup>; il était décidé à briser la puissance des syndicats. De ce fait, ils se heurta au Président, mais celui-ci ne put rien faire pour freiner les excès du législatif; de toute façon Truman ne s'intéressait plus guère à ces problèmes: comme en 1939, les problèmes diplomatiques absorbaient l'essentiel de l'énergie de l'équipe présidentielle.

---

<sup>1</sup> Les syndicats de cheminots étaient indépendants des deux grandes centrales, organisés par métiers, et très conservateurs; ils n'avaient pas appelé à la grève depuis plus de cinquante ans. Mais les salaires et les conditions de travail s'étaient beaucoup dégradés durant la guerre. Il y eut un début de grève en mai, mais elle avorta à cause de la désunion entre syndicats; ce qui n'empêcha pas les cheminots d'obtenir des hausses de salaires.

<sup>2</sup> Il y eut deux mesures importantes: une charte de l'emploi en février 1946, qui prévoyait notamment la constitution d'un Bureau des conseillers économiques du Président; la nationalisation de l'industrie atomique en août 1946.

En juin 1947, passant outre au veto présidentiel<sup>1</sup>, le Congrès imposa la loi Taft-Hardley qui réglementait étroitement le droit de grève et le droit syndical. Elle imposait notamment aux grévistes un préavis de soixante jours (cela revenait notamment à interdire les grèves "sauvages"). Lorsque le Président jugeait menacées "la santé et la sécurité nationales", il pouvait déclarer une "période de refroidissement" de quatre-vingt jours; à l'issue de cette période, un vote à bulletin secret était obligatoire. La grève était interdite aux fonctionnaires; la loi interdisait le *closed shop*, c'est-à-dire l'obligation pour les demandeurs d'emploi d'être syndiqués (avant embauche) pour obtenir du travail dans certaines entreprises<sup>2</sup>, ainsi que les boycottages de solidarité. Les représentants syndicaux n'avaient plus le droit d'appartenir au Parti communiste américain (un serment était prévu); les syndicats devaient fournir à l'administration toute une série de renseignements sur leur fonctionnement interne. Les syndicats ne pouvaient plus soutenir financièrement de candidats aux élections. Les États recevaient le droit d'interdire l'*union shop*, c'est-à-dire la pratique par laquelle, dans certaines entreprises, après leur embauche les travailleurs étaient obligés à adhérer à un syndicat "représentatif des travailleurs de l'entreprise".

Certes la loi mit fin à des abus, et c'était une bonne chose. Certains syndicats de métier de l'A.F.L. pratiquaient le *father-breeding*, c'est-à-dire l'obligation pour l'employeur d'engager des travailleurs en surplus; d'autres exigeaient le renvoi de l'entreprise des travailleurs qu'ils avaient exclus de leurs rangs; dans certaines entreprises on pratiquait le *check-off*, c'est-à-dire que l'employeur déduisait les cotisations syndicales des bulletins de paie, y compris ceux des non-syndiqués. Mais la loi Taft-Hardley ne se contenta pas de mettre bon ordre à ces excès, elle brisa l'ensemble du mouvement syndical américain<sup>3</sup>. Les réactions furent plutôt faibles, car le mouvement syndical était désuni: quelques grèves<sup>4</sup>, quelques meetings; mais il ne fut pas possible d'organiser une grève générale ni d'établir un front commun pour refuser le serment - la plupart des dirigeants syndicaux étaient extrêmement anticommunistes. Les divisions entre syndicalistes s'accrochèrent même: en décembre 1947, une seconde fois Lewis et sa fédération des mineurs furent exclus de la C.I.O. L'année suivante, face au danger d'une victoire républicaine, beaucoup de syndicats décidèrent de renoncer à toute revendication sociale et se consacrèrent à soutenir Truman...

En 1948, de sa propre initiative, le C.I.O. alla jusqu'à exclure de sa direction les quelques communistes qui y étaient demeurés, et de ses rangs les fédérations influencées par les communistes (une sur cinq environ; la plus importante était celle de l'électricité - d'autres, pour éviter ce sort, purgèrent elles-mêmes leur propre direction). En avril 1949, le C.I.O. interdit l'entrée dans ses rangs de tout communiste, fasciste ou nazi. On était en pleine guerre froide désormais, et ces mesures furent populaires même parmi les syndicalistes; les communistes américains étaient décrédibilisés par leur alignement inconditionnel sur Moscou, qui les faisait considérer comme des traîtres par l'immense majorité de leurs concitoyens (contrairement à leurs coreligionnaires français, jamais ils ne

---

<sup>1</sup> Truman était favorable à une limitation des droits des syndicats, mais pas autant que les congressistes le proposaient; sachant que la partie était perdue, il choisit de se poser en défenseur des acquis de la loi Wagner, en digne successeur de Roosevelt.

<sup>2</sup> Depuis les années 1930, cet usage profitait de plus en plus aux syndicats "de lutte" et non plus aux syndicats "maison".

<sup>3</sup> Dans ses grandes lignes la loi Taft-Hardley est toujours en vigueur aux États-Unis.

<sup>4</sup> Dont une très longue, de mars 1948 à septembre 1949, des typographes, qui tenaient beaucoup au *closed shop*.

sont parvenus, n'ont pensé même à s'appuyer sur les valeurs nationalistes)<sup>1</sup>.

La loi Taft-Hardley ne fut pas la seule remise en cause de l'esprit des années 1930. En décembre 1947, après deux vetos présidentiels, le Congrès parvint à imposer à Truman une loi fiscale qui réduisait le poids de l'impôt sur le revenu de 3% pour les petits contribuables, mais de 65% pour les plus gros. En revanche, les projets de réformes de Truman étaient systématiquement rejetés, notamment un projet visant à interdire la discrimination raciale dans les entreprises et aux élections (le retour des G.I. noirs avait provoqué de fortes tensions dans le Sud), un projet de sécurité sociale, un programme de logements sociaux. Bref, le *fair Deal* était mort-né.

Dans ce climat, et malgré la prestation décente de **Truman** en matière diplomatique, tout le monde s'attendait à sa défaite aux élections **présidentielles de 1948**, face à son rival républicain Thomas **Dewey**, un excellent candidat, qui bénéficiait de plus d'un net avantage financier. Truman avait même eu du mal à obtenir l'investiture de son propre parti; il y avait d'ailleurs deux candidatures dissidentes issues des rangs démocrates: celle de Henry **Wallace**, l'ancien vice-président de Roosevelt, partisan de l'"apaisement" envers l'U.R.S.S. et soutenu par une coalition de gauche, parti communiste et exclus du C.I.O. compris; et celle de Strom **Thurmond**, le gouverneur de la Caroline du sud, un démocrate conservateur qui se battait officiellement "pour les droits des États", en fait contre la politique sociale de Washington et les prémices de la déségrégation. La situation semblait si désespérée pour le Président sortant qu'un journal de Chicago, sur la foi des sondages, prit le risque d'annoncer la victoire de Dewey avant d'avoir pris connaissance des résultats de la côte ouest, dont les bureaux de vote n'avaient pas encore fermé à l'heure du bouclage... Finalement **Truman fut réélu** à la surprise générale. Peut-être l'opinion était-elle lasse des surenchères réactionnaires des républicains; aucun candidat ne l'exaltait vraiment (l'abstention atteignit le niveau record de 47%). Plus sûrement, elle ressentait les effets positifs du plan Marshall, qui avait apporté de gros débouchés aux entreprises américaines (40% des exportations américaines prenaient le chemin de l'Europe occidentale!), et elle appréciait la fermeté dont Truman avait fait preuve envers Staline en cette aube de la guerre froide.

Et puis **le Président sortant s'était battu** comme un diable pour sa réélection (il avait parcouru 50.000 km et fait 354 discours, jusqu'à seize par jour!); il avait bénéficié du soutien de nombreux intellectuels et d'Éléonor Roosevelt, qui affirmaient que progressisme pouvait très bien rimer avec anticommunisme. Il avait affiché son souci des droits des syndicats, et proposé plusieurs projets de loi pour annuler la loi Taft-Hardley (sans succès évidemment); en juillet 1948, après avoir convoqué le Congrès en session extraordinaire pour mettre en évidence le manque de bonne volonté du législatif, il avait imposé par décret la **déségrégation de la fonction publique fédérale et de l'armée** - il y avait gagné l'appui électoral des Noirs, ceux du moins qui pouvaient voter. Il avait aussi défendu les intérêts des agriculteurs. Bref, en quelques mois il s'était taillé une image de défenseur des "petits", lui l'Américain moyen, "le gouverné qui gouverne"; il était arrivé à reconstituer la coalition démocrate des années 1930. Thurmond et son *Dixiecrat Party* (Parti du Sud profond, *Dixieland*) ne l'emportèrent que dans quatre États du vieux Sud<sup>2</sup>: ce fut le début de la fin de la domination démocrate dans cette région<sup>3</sup>, mais Truman avait démontré que la perte des voix des Blancs racistes du Sud

---

<sup>1</sup> Le P.C. américain avait alors 75.000 membres; son organe, le *Daily Worker*, tirait à 25.000 exemplaires.

<sup>2</sup> La Caroline du sud, la Louisiane, le Mississippi, l'Alabama.

<sup>3</sup> Thurmond lui-même finit par adhérer au parti républicain dans les années 1960.

pouvait être compensée par l'afflux de celle des Noirs des villes du Nord. Wallace, handicapé par l'appui des communistes, ne l'emporta nulle part.

Une fois réélu, Truman tenta de relancer le fair Deal (la présentation définitive de ce programme date de 1949). Il parvint à étendre le bénéfice de la sécurité sociale à une dizaine de millions de personnes supplémentaires et à relever les prestations de 75%; à relever sensiblement le salaire minimum horaire (de 40 à 75 cents). Il relança les programmes de logement social et les élus votèrent des fonds pour la construction de quelques nouveaux barrages. Mais le Président ne parvint pas à obtenir davantage: certes la Chambre était redevenue démocrate, mais pas le Sénat, et les démocrates conservateurs avaient relevé la tête depuis l'époque de Roosevelt; leur "flibuste"<sup>1</sup> bloqua l'adoption d'une législation antidiscriminatoire. Une tentative d'abrogation de la loi Taft-Hardley se solda par un échec (dû en partie à l'intransigeance des ennemis de la loi, qui bloquèrent l'élaboration d'un compromis). Truman n'obtint pas non plus la création d'un département (ministère) de la Santé et du Bien-être, ni le vote d'un programme de construction d'hôpitaux sur des fonds fédéraux, ni à plus forte raison un système national d'assurance-maladie (le lobby des médecins s'y opposa farouchement).

À partir de 1950, avec la guerre de Corée, de nouveau l'actualité internationale occupa pratiquement tout l'espace politique américain, et il ne fut plus question de réformes: le monde semblait à la veille d'une nouvelle guerre (et l'U.R.S.S. avait l'arme atomique depuis 1949). Il fallut de toute urgence réarmer. En 1948, le principe d'un service militaire sélectif avait été voté: tous les jeunes gens de dix-huit à vingt-six ans étaient recensés, mais ils étaient classés en différentes catégories dont une, la *class I-A*, fournissait les appelés (pour une durée de vingt et un mois); ses contours évoluaient en fonction de l'évolution des besoins de l'armée. Les effectifs sous les drapeaux se mirent à augmenter rapidement: ils passèrent de 1.400.000 en 1950 à 3.600.000 en 1952 (pour se stabiliser à 2.500.000 après l'armistice en Corée). Pour la première fois de leur Histoire, les États-Unis acceptaient d'entretenir une armée importante en temps de paix. Les dépenses militaires s'envolèrent; au total, et essentiellement du fait de cette envolée, les dépenses de l'État triplèrent durant le second mandat de Truman.

### C) Le maccarthysme.

Les effets économiques du conflit de Corée furent assez positifs: comme durant le second conflit mondial, les dépenses militaires tirèrent l'économie et le chômage diminua – mais l'inflation menaçait à nouveau, et le déficit budgétaire se creusait. Les effets politiques furent beaucoup plus contrastés. La guerre de Corée fit entrer dans les faits la déségrégation de l'armée, elle donna en quelque sorte le baptême du feu à une armée multiraciale; d'autre part, elle renforça encore les pouvoirs du Président, car Truman refusa de demander au Congrès de voter une résolution pour engager les troupes américaines en Corée: il le fit par décret, en tant que chef suprême des armées (le Congrès se vengea en dénonçant démagogiquement "la guerre de M. Truman"). Mais l'opinion fut assez vite désorientée par ce qu'elle interprétait comme la mollesse du Président: persuadée de la supériorité militaire de l'Amérique et désireuse d'en découdre une fois pour toutes, quitte à provoquer un conflit atomique<sup>2</sup>, elle ne comprenait pas qu'il était essentiel d'éviter une escalade qui eût

---

<sup>1</sup> Nom américain de l'obstruction parlementaire.

<sup>2</sup> Qui, à l'époque, eût difficilement pu toucher le territoire des États-Unis: il n'y avait pas de missiles intercontinentaux, et la domination de l'Amérique sur les mers était absolue. Par ailleurs, les bombes étaient encore de faible taille et l'on ne craignait pas de retombées à l'échelle mondiale.

conduit à une mondialisation du conflit; elle avait du mal à admettre que l'Amérique, après avoir failli le perdre, se fût enlisée dans ce conflit somme toute périphérique, mais coûteux en vies américaines. L'exaspération fut à son comble lorsqu'en avril 1951 Truman limogea le général McArthur, qui voulait porter la guerre en Chine (beaucoup d'Américains n'avait toujours pas digéré la "perte" de cet allié privilégié, et y voyaient l'occasion de le récupérer).

Qui avait perdu la Chine? Qui s'apprêtait à perdre la Corée? Des subversifs tapis dans l'ombre, sans doute; la théorie du complot est la manière la plus facile, la plus paresseuse d'expliquer ce qui ne va pas. Ce fut l'épisode du maccarthysme, l'apogée d'une nouvelle poussée d'hystérie réactionnaire. Le contexte en était assez différent de celui du début des années 1920. Le communisme n'était plus la doctrine subversive d'un petit groupe de révolutionnaires, au pouvoir chancelant dans une Russie ruinée et démembrée: c'était l'idéologie d'un grand Empire, qui avait joué un rôle crucial dans le second conflit mondial, qui en quatre ans avait phagocyté l'Europe centrale et la Chine, et dont l'agressivité n'était plus à démontrer depuis le blocus de Berlin et l'attaque en Corée (à l'époque on ne distinguait pas Kim Il-Sung de Staline); c'était aussi, à l'apogée du stalinisme et de ses délires, un modèle de société qui révoltait les Américains, mais qui semblait d'un grand dynamisme – essentiellement militaire. Les subversifs, les rouges n'étaient plus de pauvres hères exaltés venus d'Europe avec l'immigration pour exciter les ouvriers<sup>1</sup>; ils étaient des agents secrets avides ou pervers, tapis au cœur des institutions américaines, au cœur de la démocratie. La peur n'était plus de nature sociale (même les syndicats n'étaient plus "rouges"), mais de nature politique et militaire.

Ce type de fantasmes remontait en fait aux années 1930, lorsque Roosevelt, notamment dans sa période la plus hostile au *big business*, avait été accusé de pactiser avec les forces de la subversion; on était passés assez vite à l'idée que des communistes devaient être embusqués au cœur des différentes agences du *new Deal*. Nous avons vu qu'en 1938 le Congrès avait voté la création d'une commission pour les débusquer, la *House Unamerican Activities Committee*, mais à cette époque la crainte des communistes coexistait avec celle d'une "cinquième colonne" fasciste. La guerre avait certes été une période d'alliance avec *Uncle Joe*, comme on surnommait Staline, et les communistes américains s'étaient métamorphosés du jour au lendemain en d'impeccables alliés de Roosevelt; mais le conflit avait conforté l'espionnage d'une grande partie de l'opinion et sa propension à voir des complots partout. Dès les tout débuts de la guerre froide ces passions n'eurent plus de frein, et surtout une partie des milieux politiques se mit à les exploiter – y compris Truman à l'occasion<sup>2</sup>. Très vite l'atmosphère devient délétère: en 1947 le Président chargea une commission d'examiner la loyauté des fonctionnaires fédéraux en collaboration avec le F.B.I.; en 1948, les douze membres du Comité central du Parti communiste américain furent condamnés à des peines de un à cinq ans de prison – la Cour suprême confirma ces peines en 1951.

---

<sup>1</sup> En 1948, il y eut une loi sur l'accueil des réfugiés politiques: elle était relativement restrictive – cela dit, elle marqua le début d'un changement de tendance, d'un retour à l'immigration de masse après l'étiage des années 1930 (voyez le chapitre 5). Ces réfugiés venaient pour la plupart d'Europe centrale, donc fuyaient le communisme; mais on craignait que des communistes ne s'y glissent, crainte du reste non dépourvue de fondement comme l'a montré l'affaire Günther Guillaume, en R.F.A. en 1974 – voyez le cours sur l'Allemagne, chapitre 4..

<sup>2</sup> Ce fut ainsi qu'aux législatives de 1946 en Californie, le jeune Richard Nixon l'emporta sur un démocrate qu'il accusa de faiblesse et de cryptocommunisme. Même Éléonor Roosevelt se prononça pour la chasse aux communistes.

La même année, une affaire fit scandale: un journaliste, ancien communiste repentant, affirma avoir reçu des documents d'un agent soviétique du nom de Alger Hiss, employé au département d'État de 1936 à 1947, et qui avait même accompagné Roosevelt à Yalta. C'était une personnalité respectée, issue d'une vieille famille de l'*establishment* de Nouvelle-Angleterre; il avait étudié à Harvard et était président de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, l'une des nombreuses fondations du célèbre milliardaire. Richard Nixon, représentant républicain de la Californie, s'acharna contre lui; Hiss se troubla, fut incapable de se défendre (il fut condamné en 1950 pour parjure, lorsqu'il s'avéra que contrairement à ses serments il avait appartenu au P.C.E.U.A.; le délit d'espionnage ne put être prouvé). L'affaire Hiss contribua à convaincre l'opinion que derrière tout *new-Dealer* se cachait un communiste.

On se mit à voir partout des espions, notamment au sein du Département d'État. Les écoles, les universités exigeaient des serments. Fin 1947, l'H.U.A.C. se mit à organiser des interrogatoires à Hollywood. Une partie des suspects refusèrent de s'y soumettre, multiplièrent les protestations et lancèrent une grande campagne d'opinion internationale, ce que de nombreux Américains interprétèrent comme la reprise d'une tactique traditionnelle des communistes (on se rappelait de l'affaire des "neuf de Scottsboro" dans les années 1930). Dix témoins réfractaires, les "dix de Hollywood", furent brièvement emprisonnés pour manque de respect au Congrès; le ton très jdanovien qu'ils adoptèrent n'arrangea pas leurs affaires, non plus que la défection de Berthold Brecht, le onzième du groupe, qui s'enfuit en R.D.A. juste après avoir juré qu'il n'était pas communiste. Même leurs soutiens libéraux (Bogart, Lauren Bacall, etc.) finirent par les lâcher – un peu par crainte aussi. Il y eut des listes noires, des signes de boycottage de certains films, de certains réalisateurs qui, du coup, ne trouvèrent plus d'emploi (certains continuèrent à travailler sous pseudonyme); la profession tenta de regagner les faveurs de l'opinion en s'engageant à ne pas engager de communistes (par la déclaration du Waldorf-Astoria, en novembre 1947) et en multipliant les films anticommunistes (comme *J'ai épousé un communiste*, sorti en 1949).

Ce fut à cette occasion qu'un jeune acteur du nom de Ronald Reagan, qui présidait la très conservatrice guilde (syndicat) des acteurs, commença à faire parler de lui. L'atmosphère resta très lourde jusqu'au début des années 1960. Les dégâts culturels furent immenses: de nombreux cinéastes ou acteurs se turent ou même, comme Chaplin, Jules Dassin ou Joseph Losey, quittèrent l'Amérique. D'autres brisèrent leur réputation, comme Elia Kazan qui accepta de dénoncer de siens amis.

L'ambiance s'alourdit encore lorsqu'en janvier 1950, juste après la victoire de Mao en Chine et l'explosion de la première bombe atomique soviétique, et en plein procès Hiss, une affaire bien plus grave éclata: un espion démasqué dénonça des collègues embusqués parmi les responsables du programme atomique américain. L'enquête aboutit à l'arrestation de Julius et Ethel Rosenberg, dont le procès commença en 1951. Accusés d'avoir transmis au consulat soviétique à New York des renseignements fournis par le frère d'Ethel, qui travaillait dans un laboratoire militaire, ils furent condamnés à mort et exécutés en juin 1953. Ces accusations se sont révélées fondées à l'ouverture des archives soviétiques<sup>1</sup>; mais cela ne change rien au fait que les époux Rosenberg ont été condamnés à mort sans vraies preuves pour une simple complicité. L'Amérique vivait dans une ambiance de peur et de méfiance malades (qu'illustre bien, sur un autre plan, la multiplication à cette époque des affaires d'O.V.N.I., métaphores

---

<sup>1</sup> À cette nuance près que les informateurs de Staline n'avaient pas agi par philocommuniste mais pour empêcher un conflit atomique, et dans le contexte d'avant la guerre froide.

interstellaires plus ou moins inconscientes de la peur de l'autre, de l'extérieur<sup>1</sup>); la campagne orchestrée au niveau mondial par les défenseurs des Rosenberg, maladroitement anti-américaine et appuyée par tout ce que l'U.R.S.S. comptait de relais officiels ou officieux à l'extérieur, ne fit qu'exacerber la paranoïa.

Entre-temps la guerre de Corée avait éclaté... Beaucoup aux États-Unis étaient convaincus que l'explication n'en résidait pas dans l'Asie compliquée mais au cœur des administrations gangrénées par la subversion: c'était la seule explication simple au fait qu'on ne cognait pas une bonne fois pour toutes sur l'oncle Joe. Peu habitués à penser en termes planétaires, peu portés à accepter l'idée que quelque chose d'important se passât hors de leurs frontières (malgré l'expérience récente de la guerre mondiale), les Américains "internalisaient" le danger soviétique, en faisant un combat de l'Amérique contre elle-même, contre ses ennemis intérieurs, contre ses "démons", ses "possédés"; il fallait purifier la Cité idéale du Mal qui était en elle, si nécessaire par le feu et par le sang. L'heure était à une nouvelle "chasse aux sorcières".

Ce fut alors qu'un démagogue, digne descendant de ceux des années 1930, s'empara de ces thèmes. Il s'agissait de Joseph (Joe) McCarthy, sénateur républicain du Wisconsin. Dans un discours prononcé à Wheeling, Virginie occidentale, en février 1950, il avait prétendu détenir une liste de deux cent cinq communistes employés par le département d'État. Il alla jusqu'à insulter grossièrement le président, qu'il traita de "fils de pute", ainsi que plusieurs ministres et le général Marshall. Ses propos étaient assez délirants et souvent contradictoires (l'homme était un mythomane avéré): dans un discours prononcé quelques semaines après celui de Wheeling, il réduisit à soixante-dix le nombre d'espions embusqués au Département d'État. Mais il se révéla un remarquable manipulateur des médias. Une atmosphère d'hystérie s'installa dans tout le pays<sup>2</sup>. Des enquêtes systématiques dans la fonction publique aboutirent à deux cent douze licenciements seulement, ce qui montre bien le caractère totalement fantasmatique des accusations de McCarthy; mais entre-temps ces enquêtes paralysèrent des administrations entières, dans une période cruciale pour l'Amérique.

---

<sup>1</sup> La plus fameuse des histoires d'extraterrestres, l'affaire de Roswell, Nouveau-Mexique, avait éclaté en juillet 1947, mais sa fortune médiatique date des années 1950. Un prototype de ballon-espion destiné à aller flotter au-dessus de l'U.R.S.S. s'était échoué dans le désert (comme tous les autres de la série: l'expérience fut un échec total); le fermier le plus proche téléphona à son shérif en expliquant qu'il s'agissait des débris d'un "disque volant"; un autre voisin décrivit les débris comme faits de "quelque chose comme de l'aluminium ou alors du satin, ou alors du cuir tanné, mais pas exactement l'un de ces trois matériaux". La presse s'empara de l'affaire et le "disque volant" devint rapidement une "soucoupe volante"; les photos des mannequins placés à bord du ballon circulent sous le nom de "créature de Roswell", une créature dont la morphologie n'était pas exactement humaine – et pour cause. Des farceurs publièrent les résultats d'une fausse autopsie; les médias spécialisés dans l'exploitation de la crédulité et de la peur de l'autre et de l'avenir s'emparèrent de l'affaire, et il y a encore des gens pour croire qu'il y a eu un débarquement d'*aliens* aux États-Unis en 1947. Il faut dire que l'armée américaine, pas très fière d'avoir perdu de l'argent avec des ballons-espions à l'heure des premiers missiles et craignant le ridicule, a attendu 1994 pour ouvrir ses archives concernant ces expériences; entre-temps, le mythe a eu trente ans pour se développer. D'ailleurs, j'ai personnellement de forts soupçons que l'armée américaine est infiltrée par les *aliens*, ce qui expliquerait tout, notamment l'affaire Checkers (voyez *Calvin and Hobbes*).

<sup>2</sup> Elle fut largement responsable de la sévérité du verdict contre les Rosenberg.

Au total cent soixante-trois résidents américains de nationalité étrangère furent expulsés, six cents professeurs du secondaire et cent cinquante enseignants du supérieur perdirent leur place; il y eut deux mille sept cents licenciements au total dans la fonction publique, y compris ceux dus à des initiatives des administrations elles-mêmes, et mille cinq cent militaires furent renvoyés de l'armée. Ce bilan, assez modeste si on le compare par exemple aux purges staliniennes, ne doit pas faire oublier les suicides, les vies et les carrières brisées (il y eut plus de douze mille démissions dans la fonction publique), l'atmosphère empoisonnée qui régnait dans les administrations.

Mais **McCarthy semblait intouchable**. Le parti républicain, anxieux de revenir aux affaires après vingt ans d'éclipse, l'appuyait. Il était très populaire auprès de groupes très divers, notamment les agriculteurs du Midwest, depuis toujours hostiles à l'*establishment* – c'était le populisme américain qui ressurgissait une fois de plus, mais dans un sens nettement moins progressiste (au sens européen) qu'au début du siècle, car l'ennemi à abattre était l'héritier politique de Roosevelt<sup>1</sup>; et surtout il avait fait sa jonction avec l'ensemble des courants conservateurs. Parmi les soutiens de McCarthy figuraient aussi une partie des immigrants récents, hostiles eux aussi à l'"aristocratie" financière et politique de l'Est américain, très anticommunistes pour certains d'entre eux (ceux notamment qui venaient d'Europe centrale), et par ailleurs soucieux d'intégration à tout prix<sup>2</sup> et désireux de se distinguer à tout prix d'éventuels moutons noirs; les Germano- et les Irlando-Américains, qui avaient trouvé une bonne occasion de faire oublier leur attitude parfois équivoque durant la seconde guerre mondiale (McCarthy lui-même était un Irlandais catholique); les Blancs du Sud; les conservateurs de tout poil, comme par exemple les *Daughters of the American Revolution*, l'une des institutions les plus W.A.S.P. de l'Amérique<sup>3</sup>; tous les adversaires du *new Deal* enfin, à qui McCarthy désignait un ennemi commun: l'*establishment* libéral de la côte est, l'élite compromise avec les errements de Roosevelt et de Truman.

Truman, à vrai dire, ne s'était guère donné les moyens de résister à une telle offensive: les démocrates avaient été les premiers, en 1947, à lancer des "programmes de loyauté". Le fait que c'était contradictoire avec les accusations de mollesse et de complicité portées par McCarthy et ses séides ne pouvait plus atteindre l'opinion dans le contexte d'hystérie des années 1950-1952.

Le Président dut encore affronter d'autres difficultés, en particulier des accusations de corruption portées contre son entourage proche. Sa popularité tomba jusqu'à 23%... Dans ces conditions, il n'est pas surprenant qu'à la présidentielle de 1952 le candidat républicain l'ait emporté, malgré la prospérité économique; d'autant plus que les démocrates avaient choisi pour candidat Adlai Stevenson, un intellectuel de Chicago et, de plus, un divorcé.

---

<sup>1</sup> Nous avons vu qu'un mauvais pli avait été pris dès la fin des années 1930, lorsque les héritiers de La Folette s'étaient mis à singer les fascistes européens.

<sup>2</sup> Par un phénomène semblable, dans les années 1960 à 1980 les immigrants récents en Afrique du Sud figuraient parmi les plus fermes soutiens de l'*apartheid*, notamment les Italiens et les Portugais, ressortissants de pays pourtant habituellement tenus pour peu racistes (encore qu'il y aurait beaucoup à dire sur l'attitude des Portugais dans leurs colonies africaines).

<sup>3</sup> Il s'agit d'une association de descendantes d'acteurs de la Révolution américaine, donc de femmes issues des plus vieilles familles du pays; elles se consacrent à entretenir le souvenir des Pères fondateurs et à développer le civisme des Américains, par exemple en gérant un certain nombre de lieux historiques, ou par des conférences.

### III-Ike (1952-1960).

#### A) Un héros à la Maison blanche.

Le nouveau président était le prestigieux général **Dwight D. ("Ike") Eisenhower** (1890-1969). Né au Texas, élevé dans le Kansas, marié à une fille de Denver, il était surtout l'ancien commandant des forces armées en Afrique du nord, l'ancien commandant en chef des armées américaines en Europe en 1944-1945; il avait été le premier commandant en chef de l'O.T.A.N. en 1949. Bref, c'était un héros national. Cet homme neuf en politique était un républicain ouvert, hostile à l'isolationnisme, convaincu de la nécessité d'un engagement permanent à l'étranger. Il avait fait campagne avec une bonne dose de démagogie, rappelant le bon temps de Warren Harding et stigmatisant le "gaspillage" dont les démocrates se rendaient coupables, proclamant qu'il fallait remplacer la politique d'"endiguement" du communisme par une politique de "refoulement" (*roll back*), acceptant le soutien de McCarthy et lui donnant même des gages, exploitant son immense popularité personnelle et sa qualité de militaire sans pour autant remettre vraiment en question les fondements du *new Deal*; d'où une campagne vide de débats de fond, avec cet immortel slogan: *I like Ike*.

Le nouveau vice-président s'appelait **Richard Nixon** – déjà il eut des difficultés, à propos d'un fonds secret constitué à son profit par des milliardaires californiens. Il s'en sortit par une allocution télévisée où il ne dit rien sur le fond, mais apitoya l'Amérique profonde en proclamant qu'aucune attaque ne le séparerait de son chien Checkers, présent à l'écran (l'épisode est resté sous le nom de *Checkers speech*). L'affaire était significative: une nouvelle ère commençait pour la communication et pour la politique. **La télévision pour la première fois joua un rôle important** dans la campagne: Eisenhower et Nixon surent l'utiliser bien mieux que leurs adversaire; il a été remarqué que le "ticket" républicain l'emporta dans tous les États où la proportion de foyers équipés était supérieure à 50%, et qu'il perdit dans tous les autres. Les républicains étaient en majorité à la Chambre et les deux partis étaient à égalité au Sénat, mais en cas de blocage la voix du vice-président Nixon l'emportait.

Très lié aux milieux d'affaires, le nouveau Président forma un cabinet composé, selon une formule de la presse de l'époque, de **« huit millionnaires et [d']un plombier »** (un syndicaliste démocrate qui démissionna presque aussitôt). Les personnalités les plus marquantes en étaient le secrétaire d'État John Foster Dulles, le père de la doctrine des "représailles massives" (voyez le chapitre 6) et du *roll back*, et Charles Wilson, un ancien P.D.G. de General Motors, une firme très liée au complexe militaro-industriel dont le ministre possédait un gros paquet d'actions; lorsqu'on lui reprocha de ne pas les avoir vendues il répliqua que **« ce qui est bon pour les États-Unis est bon pour General Motors, et vice versa »** et s'occupa avant tout de rétablir l'équilibre budgétaire<sup>1</sup>.

Eisenhower est resté, pour de nombreux Américains, **un Président débonnaire**, amoureux du "juste milieu", sans grande autorité sur son cabinet et sur ses conseillers, fâché avec la langue anglaise, aussi paresseux que Coolidge. En réalité, il s'agissait d'une image<sup>2</sup>; le

---

<sup>1</sup> Il y avait aussi une femme dans ce cabinet, la deuxième de l'Histoire américaine après Frances Perkins: Ovetta Culp Hobby, une milliardaire, en charge de la Santé, de l'Éducation et des Affaires sociales.

<sup>2</sup> En période de prospérité les Américains aiment qu'on leur fasse savoir qu'il n'y a personne à la barre: c'est la preuve que le pays marche tout seul! De plus, en pleine guerre froide, il était important de montrer que tout était normal, que l'Amérique n'avait pas besoin d'un homme d'exception pour fonctionner.

Président travaillait nettement plus qu'il ne l'affectait, et prit en personne les principales décisions de ses deux mandats. L'Amérique traversait du reste une période de prospérité sans précédent depuis les années 1920: ce fut en 1954 que l'indice Dow Jones retrouva son niveau d'octobre 1929. Après 1953 les relations avec l'U.R.S.S. furent un peu moins mauvaises; les Américains furent très reconnaissants à leur Président de les avoir sortis du borbier de Corée, même si c'était une paix sans victoire: ils acceptèrent du héros de la guerre mondiale ce qu'ils avaient reproché à Truman de rechercher. Le budget de la défense diminua un peu, en grande partie grâce à la doctrine des "représailles massives" (voyez le chapitre 6) qui, en faisant porter l'essentiel de l'effort de défense sur l'arsenal atomique, permit de réduire les effectifs de l'armée de terre et de la marine.

Au début du premier mandat d'Eisenhower, McCarthy fut à l'apogée de sa puissance: il avait été porté à la présidence de la Commission sénatoriale des opérations gouvernementales et terrorisait l'administration: Dulles lui-même dut se séparer de certains de ses collaborateurs. Deux assistants de McCarthy faisaient retirer, brûler parfois des livres dans les services d'information des ambassades américaines à l'étranger et dans les bibliothèques des administrations. Ils furent imités: la pratique des autodafés commença à s'étendre... Le Congrès adopta de nouvelles mesures anticommunistes: le *Communism Control Act*, voté en 1954, revenait à une interdiction de fait du P.C. américain. Une atmosphère de délation régnait dans tout le pays. Pourtant, très vite, le maccarthysme entra en déclin. Les républicains au pouvoir n'avaient plus besoin de McCarthy; avec la fin de la guerre de Corée l'hystérie anticommuniste diminua un peu. De plus le sénateur, grisé par sa puissance, de plus en plus arrogant, commit entre autres l'erreur de s'en prendre à l'armée: Eisenhower décida alors de sacrifier cet élément incontrôlable et qui n'améliorait pas l'image de l'Amérique à l'extérieur. Sommé de s'expliquer sur des pratiques de népotisme dont il s'était rendu coupable (l'un de ses assistants avait été dispensé de service militaire à sa demande), McCarthy fit l'objet d'auditions télévisées devant le Sénat qui dégradèrent son image, puis d'un blâme du Sénat en décembre 1954. Privé de tout rôle politique, il sombra dans l'alcoolisme et mourut en 1957.

La même année la Cour suprême annula le *Communism Control Act*: elle établit une distinction nette entre la profession d'idées révolutionnaires, qui devait être autorisée au nom de la liberté de conscience, et les appels à la subversion, que le législateur avait le droit de condamner. Mais le mal était fait: le P.C. américain était brisé. En 1960 il n'avait que cinq mille membres (les révélations du rapport Khrouchtchev furent pour beaucoup aussi dans ce déclin).

Dans ces conditions, Eisenhower fut réélu sans difficulté en 1956 (cependant l'abstention atteignit les 39%); mais son second mandat, marqué par plusieurs attaques et crises cardiaques, fut nettement moins brillant que le premier, ce qui ne l'empêcha pas de quitter la Maison blanche plus populaire encore qu'à son arrivée.

## B) L'ère du consensus.

En fait, malgré l'alternance politique et les élans rhétoriques qu'elle provoqua, il n'y eut pas de coupure radicale avec la période précédente, en partie du fait que les démocrates récupérèrent la majorité aux deux Chambres dès 1954, en partie parce qu'Eisenhower n'était pas un idéologue; il n'avait pas l'obsession de liquider le *new Deal*. Malgré les principes libéraux affichés par le Président les impôts ne diminuèrent que très peu, à la veille des élections; le budget ne fut en équilibre que

trois années sur huit<sup>1</sup>; le gouvernement fédéral continua à intervenir dans l'économie (en 1955 les dépenses publiques, échelons fédéral et étatique confondus, représentaient 22,4% du P.N.B). Le contrôle des prix imposé par Truman au début de la guerre de Corée fut démantelé (mais il dut être rétabli en 1954 à cause des tensions inflationnistes provoquées par la guerre de Corée). Il y eut quelques attaques contre les agences du *new Deal* (la T.V.A. vit ses crédits amputés, mais on renonça à la privatiser); quelques velléités de retour au *small government* (Washington remit aux États la gestion des gisements pétroliers *off-shore* du golfe du Mexique – ils s'empressèrent de les concéder au secteur privé).

Eisenhower fit aussi adopter des mesures qui prolongeaient le *new Deal* et le *fair Deal*: une nouvelle extension de la sécurité sociale en 1954; une loi sur le logement social en 1955; une augmentation du salaire minimum l'année suivante. En revanche, une réforme scolaire échoua en 1957. Les subventions fédérales à l'agriculture sextuplèrent de 1952 à 1958! Le soutien électoral des agriculteurs valait bien une entorse au libéralisme... Il y eut encore de nouveaux barrages financés sur des fonds fédéraux, et surtout un grand programme pour l'aménagement du Saint-Laurent (il s'acheva au début des années 1960); en 1956, le gouvernement lança un grand programme d'autoroutes (le parc automobile avait doublé depuis 1945), qui portait sur 65.000 km et ne fut achevé qu'en 1980. Tout ceci cependant n'était rien face à l'étatisation bien plus poussées des économies d'Europe occidentale à la même époque.

L'époque était au consensus idéologique; on n'entendait pratiquement plus les voix dissidentes, de gauche ni de droite<sup>2</sup>. Les intellectuels socialisants de la revue *Partisan* firent amende honorable, se ralliant aux valeurs occidentales menacées par le totalitarisme. En 1960, un sociologue prophétisa "la fin des idéologies". Les hommes au pouvoir étaient sur la même ligne; ils prétendaient représenter un "conservatisme progressiste". Eisenhower explicita cette formule comme suit en décembre 1954: « l'administration doit être libérale<sup>3</sup> quand il s'agit des relations entre le gouvernement et les individus, conservatrice quand il s'agit de l'économie nationale et du portefeuille des contribuables ».

Comme à l'époque de Truman, l'économie était gérée par la méthode du stop and go, dite aussi "de régulation contracyclique". Lorsque la conjoncture était morose<sup>4</sup>, l'État fédéral augmentait ses dépenses pour relancer la consommation (ainsi en 1954, à la suite de l'arrêt des hostilités en Corée, il lança, nous l'avons vu, un programme de logement social; en 1957, il prit des mesures du même type), et encourageait les gens à dépenser (la même année il abaissa le taux d'escompte, ce qui encouragea les banques à abaisser leurs taux d'intérêts, donc les particuliers à emprunter). Lorsqu'au contraire la croissance menaçait de s'emballer et de provoquer une flambée d'inflation et divers déséquilibres (on parle de "surchauffe" de l'économie), l'État prenait des mesures de "refroidissement": hausse de la pression fiscale et des taux d'intérêts, etc.

C'était une gestion d'inspiration keynésienne, bien plus nettement que dans les années 1930 puisque c'était la dépense publique qui déterminait le rythme de la croissance par le biais de mesures visant à encourager ou au contraire à freiner la demande: le gouvernement agissait prioritairement sur la consommation. Dans les phases de relance le

---

<sup>1</sup> Sur cinq au total de 1945 à 1980... la dernière année d'équilibre budgétaire a été l'année 1969.

<sup>2</sup> Ce fut l'époque où l'économiste néo-libéral Friedrich von Hayek publia ses œuvres essentielles et où Milton Friedman, dont je reparlerai plus bas, commença à travailler à l'Université de Chicago; mais ils étaient peu lus.

<sup>3</sup> Au sens américain: équivalent de "progressiste".

<sup>4</sup> Il y eut quatre années de ralentissement conjoncturel de la croissance: 1949, 1954, 1958, 1960.

gouvernement ne rechignait pas devant le *deficit spending* – il creusait des trous dans le budget fédéral, qu'il essayait ensuite de reboucher lorsque les choses allaient mieux. Mais c'était aussi une gestion à très court terme, à très courte vue; cela ne posait pas trop de problèmes à l'Amérique en cette période de croissance dans l'ensemble très soutenue, cela avait même le mérite d'amortir les effets des crises conjoncturelles; mais cette politique avait l'inconvénient d'être imprévisible, de peser lourd sur l'équilibre budgétaire, et d'encourager l'inflation (car sur le long terme les mesures en faveur de la consommation l'emportaient sur les mesures de refroidissement). Les problèmes de fond n'étaient pas abordés, notamment celui de la compétitivité des entreprises (encore très satisfaisante, mais l'Europe et la Japon étaient en train de se réveiller) et celui, lié au précédent, des comptes extérieurs, toujours excédentaires mais qui malgré tout se dégradaient peu à peu.

Cette politique de *stop and go* n'était d'ailleurs pas systématique: en 1960, face à une nouvelle récession Eisenhower refusa de prendre des mesures de relance, ce qui contribua à la victoire des démocrates à la présidentielle de novembre.

Les syndicats ne firent pas l'objet d'attaques aussi violentes que dans les années 1940: il faut dire qu'ils étaient parvenus au bout de leur logique réformiste, et que les grèves étaient rares désormais. Les conventions collectives se multipliaient et ne choquaient plus personne. Mais le syndicalisme américain était toujours fort impopulaire dans l'opinion<sup>1</sup>: les liens de certaines fédérations avec la mafia étaient de plus en plus notoires, notamment au sein du puissant syndicat des camionneurs de James (Jimmy) Hoffa, fort de 400.000 membres; il y eut une enquête parlementaire sur ce thème à partir de 1957 (les frères Kennedy y participèrent). En 1959 la loi Landrum-Griffin interdit les pratiques de rackets (*racketeering*), aggravant au passage les entraves à l'action syndicale: les autorités s'arrogeaient le droit de superviser l'élection des responsables syndicaux, lesquels devaient présenter un casier judiciaire vierge.

L'A.F.L. et la C.I.O. fusionnèrent en décembre 1955: le projet était dans l'air depuis 1949, mais il fallut attendre la marginalisation définitive de Lewis pour qu'il se réalisât. La C.I.O. avait perdu sa spécificité, son agressivité notamment et sa logomachie socialisante<sup>2</sup>; la division du mouvement syndical n'avait plus de raison d'être. La nouvelle centrale prit le nom d'A.F.L.-C.I.O. Les anciens de l'A.F.L. (dix millions) y étaient deux fois plus nombreux que ceux du C.I.O.; le premier président en fut Georges Meany, issu de la direction de l'A.F.L.; Reuther dut se contenter d'un poste de vice-président (sa démission en 1967 consomma la mainmise de l'ancienne A.F.L. sur la confédération<sup>3</sup>). Les statuts de la nouvelle centrale ne faisaient plus la moindre référence aux oppresseurs et aux opprimés, ni même aux capitalistes et aux salariés; l'action syndicale devait se faire "dans le cadre de notre gouvernement et conformément à nos institutions et traditions"; la direction tenait un discours farouchement anticommuniste, allant jusqu'à critiquer la mollesse d'Eisenhower. Les nouveaux dirigeants firent le ménage, notamment parmi les dockers (expulsés, puis réadmis en 1961 après une épuration) et parmi les

---

<sup>1</sup> Le film *Sur les quais* [*Waterfront*], avec Marlon Brando, sorti à cette époque, dénonçait la corruption et les violences du syndicat des dockers du port de New York.

<sup>2</sup> À la fin des années 1940, après l'expulsion des communistes, la direction confédérale s'était rapprochée d'un ensemble de syndicats catholiques, donc puissants parmi les immigrants récents qui travaillaient dans les industries de base.

<sup>3</sup> On ne revint pas cependant sur l'intégration des Noirs, et il n'y eut pas de retour aux syndicats de métiers.

camionneurs, expulsés en 1957 (Hoffa finit par être condamné à huit ans de prison en 1967).

La réunification ne mit pas fin au déclin du mouvement syndical. Il ne s'agissait pas d'un déclin quantitatif: les effectifs continuèrent à augmenter lentement (dix-huit millions d'Américains étaient syndiqués en 1967), infiniment moins vite cependant que le nombre de travailleurs; de ce fait, la proportion de travailleurs syndiqués diminua (de 33% en 1956 à 28% en 1967) et c'étaient de plus en plus des "cols blancs". Mais au total les taux de syndicalisation demeuraient supérieurs à ceux de la France! Cela ne voulait pas dire la même chose: depuis les années 1960, les syndicats américains tendent à apparaître de plus en plus comme des *lobbies* comme les autres, dirigées par des bureaucrates prospères et éloignés du monde ouvrier. De ce fait et du fait aussi de la prospérité, on peut dire que depuis la fin des années 1950 il n'y a plus de mouvement ouvrier aux États-Unis<sup>1</sup>. Du reste, à partir de cette époque une approche communautaire des problèmes tendit à prendre le pas sur l'approche sociale – j'y reviendrai. Les contestations des années 1960 n'étaient pas des contestations sociales, quoi que certains contestataires en eussent; elles passaient par d'autres canaux que les syndicats: les université, les Églises, la contre-culture...

### C) La montée du problème noir.

Un bon exemple de ce changement d'approche des problèmes, ce fut la montée de ce qu'on appelle en Amérique le problème noir, c'est-à-dire un problème dont la racine est censé résider dans les mentalités et dans les héritages historiques, non dans les structures de la société américaine (dans cette approche, les problèmes sociaux qu'affrontent de nombreux Noirs sont des conséquences parmi d'autres du problème racial, non leur racine comme le pensaient par exemple les communistes américains des années 1930). Ce fut à l'époque d'Eisenhower que ce problème devint un enjeu politique national de premier plan, occupant la place des débats sociaux qui agitaient l'Europe occidentale de l'époque. Avant de l'aborder, j'intercale une brève présentation de la situation des Noirs américains pour l'ensemble de la période 1950-1970.

En 1950 les Noirs représentaient environ 10% de la population, soit à peine plus que dans les années 1920. C'était le *baby boom*, la natalité était forte pour toutes les communautés; les immigrants rééquilibraient la balance en faveur des non-Noirs; enfin, depuis toujours un certain nombre de *coloured people* au teint assez pâle abandonnaient leur identité et se rangeaient parmi les Blancs, par exemple à l'occasion d'un déménagement: on appelait cela "passer" (la ligne séparant les races) – les activistes, bien sûr, stigmatisaient cette attitude. Cependant dans les années 1950 et 1960 la proportion de Noirs dans la population commença à s'élever, pour atteindre 11% en 1970. À l'issue d'un demi-siècle de migrations vers les grandes villes du Nord, les Noirs y étaient 4.600.000 au début des années 1950 – 75% d'entre eux continuaient alors à vivre dans le Sud; mais ce chiffre n'était déjà plus que de 45 à 55% en 1967 (selon les sources), entre autres à cause d'un important exode rural – ce phénomène touchait toute l'Amérique, il s'accélérait avec l'essor économique, mais il était particulièrement rapide dans le Sud du fait de la mécanisation de la récolte du coton. Vers 1970, une plus grande proportion de Noirs vivait en ville que de Blancs.

Dans les grandes villes, la ségrégation de l'habitat se portait mieux que jamais: des Noirs qui tentaient de s'installer dans des rues "blanches" en étaient chassés par des foules hystériques, par exemple à Cicero,

---

<sup>1</sup>, À la seule exception peut-être des ouvriers agricoles: je reviendrai sur leurs luttes dans le passage dur les Hispano-Américains.

Illinois, en 1951. La situation des quartiers noirs était déjà alarmante. Dans les années 1960 les centre-villes accueillirent 2.100.000 Noirs et les banlieues 400.000 seulement, contre 9.200.000 Blancs. Des municipalités appauvries affrontaient d'inextricables difficultés de gestion, d'autant qu'il n'existait aucune forme de solidarité entre communes aisées de banlieue et centre-villes défavorisés. Les impôts locaux s'effondraient au moment précis où les dépenses sociales explosaient, à cause de l'explosion de la pauvreté urbaine et aussi de l'entrée en application de législations locales progressistes, dans la lignée des deux grandes lois sociales de 1965: la majorité de la population des centre-villes votait évidemment en faveur de ces programmes sociaux. De ce fait, les municipalités n'avaient d'autre solution que d'augmenter la pression fiscale, au risque de provoquer le départ en banlieue des derniers habitants solvables.

Cette situation désastreuse était bien connue, car très médiatisée depuis les années 1960: prostitution, trafic et consommation de drogue, violence endémique... Il y avait déjà beaucoup de familles déstructurées et d'enfants illégitimes (de 25 à 45% au début des années 1960) dans ces ghettos: les pères soumis à mille humiliations avaient du mal à représenter une autorité, et des siècles d'esclavage avaient beaucoup fragilisé la cellule familiale<sup>1</sup>. En réalité, c'étaient les mêmes problèmes que connaissaient depuis des siècles les campagnes du Sud, seulement aggravés et reproduits de génération en génération par la vie dans le ghetto; mais à New York ou à Chicago il était plus difficile aux médias de les ignorer qu'au fin fond de l'Alabama.

L'Amérique noire était loin cependant de se limiter aux ghettos des grandes villes. En moyenne le niveau de vie des Noirs augmentait lentement: leur revenu moyen, qui représentait 41% de celui des Blancs en 1939, était passé à 54% de ce chiffre en 1947, et à 60% environ à la fin des années 1960. La proportion de Noirs exerçant des emplois qualifiés augmentait lentement; effet des programmes du *new Deal*, les fonctionnaires fédéraux noirs étaient de plus en plus nombreux, même si c'était essentiellement à des postes inférieurs, employés de bureau ou gardiens. En moyenne le niveau de qualification des Noirs demeurait très inférieur, ce qui limitait le nivellement des salaires; le chômage était deux fois plus élevé que parmi les Blancs. Malgré tout la classe moyenne noire renforçait ses effectifs et ses positions sociales; elle avait sa presse (comme le magazine *Ebony*), sa vie culturelle dont le centre n'était plus Harlem mais Chicago. Les activistes ne l'aimaient guère: ils l'accusaient de singer les Blancs et d'avoir honte d'elle-même.

Toujours est-il qu'au début des années 1950 les Noirs urbains du Nord-est formaient une masse électorale de plus en plus conséquente (ils représentaient plus de 25% de l'électorat dans l'État de New York, en Pennsylvanie, dans le Michigan et l'Illinois)... et, contrairement à ceux restés dans le Sud, il pouvaient assez facilement voter et manifester. Depuis 1945 on assistait à un regain d'activité de la part d'associations

---

<sup>1</sup> La structure de la famille africaine traditionnelle n'a pas grand-chose à voir avec celle en vigueur en Europe, ne serait-ce qu'à cause de la polygamie. À l'époque de l'esclavage, les Noirs n'avaient droit de constituer une cellule familiale (à l'européenne) que dans la mesure où leurs maîtres le voulaient bien; mais souvent les familles étaient séparées par la vente d'un de leurs membres. Dans certaines plantations les travailleurs vivaient en brigades de célibataires; à des degrés très divers selon les lieux et les moments, les femmes noires étaient soumises au bon vouloir sexuel des maîtres, ce qui aboutissait entre autres à des relations très malsaines entre les enfants de ces femmes, à la peau de plus en plus claire avec les générations mais toujours considérés comme des Noir(e)s et toujours esclaves, et leurs maîtres dont tout le monde savait bien qu'ils étaient aussi leurs pères. Dans ces conditions, on comprend qu'au moment de l'émancipation, peu de familles "normales" parvinrent à se structurer.

comme la N.A.A.C.P., qui passa de 100.000 à 500.000 membres de 1940 à 1945, et l'*Urban League*; ainsi que des Églises noires (vers 1950, trente-quatre dénominations exclusivement noires revendiquaient trente-cinq mille paroisses et cinq millions de fidèles). La guerre mondiale, puis celle de Corée jouèrent un rôle important dans la nouvelle prise de conscience des Noirs: comme en 1917-1918 les Noirs américains avaient combattu en Europe où le racisme institutionnalisé n'existait pas, sauf chez l'ennemi; la fraternité d'armes avait contribué à faire reculer les préjugés, notamment durant la guerre de Corée. Bien entendu, la lutte contre le nazisme et la découverte des camps d'extermination avaient totalement déconsidéré le racisme en tant qu'idéologie; l'O.N.U., très sourcilleuse sur ces points, avait son siège à New York; des Noirs américains y firent carrière, l'un d'eux même, en 1950, obtint le prix Nobel de la paix pour son action en Palestine.

Par ailleurs **l'Amérique blanche avait commencé à prendre conscience de l'ampleur du problème racial**. – d'autant que la propagande soviétique ne se privait pas d'insister sur ce côté peu reluisant d'Amérique. En 1937, la fondation Carnegie avait confié au sociologue suédois Gunnar Myrdal une étude sur la situation des Noirs, qui fut publiée en 1944 sous le titre: *An American Dilemma*. Cet ouvrage soulignait la contradiction entre les principes de l'Amérique et la réalité du sort des Noirs, et appelait à profiter des chances exceptionnelles qu'offrait la période d'après-guerre. **Truman** s'était montré sensible au problème noir: il fit passer notamment une loi contre le lynchage, et, comme je l'ai déjà signalé, mit fin à toute ségrégation dans la fonction publique fédérale (en 1948) et dans l'armée (en 1949)<sup>1</sup>. Enfin il avait proposé des mesures contre la ségrégation dans les transports publics interétatiques et dans le domaine de l'emploi; mais elles furent repoussées par le Congrès.

La déségrégation avançait un peu partout (hors de *Dixieland*, le cœur du vieux Sud), notamment dans les universités à la suite d'une vigoureuse campagne de la N.A.A.C.P., mais souvent à pas de tortue: un hôtel par-ci, un parc public ou un ensemble immobilier par-là, de plus en plus d'équipes sportives... À Washington, elle se fit peu à peu entre 1947 et 1956. Mais dans *Dixieland*, la ségrégation avait toujours un caractère institutionnel dans les écoles et les lieux publics; dans certains États les mariages interracialisés étaient même interdits (ils le demeurèrent jusqu'en 1967); des soldats de couleur récemment démobilisés avaient été lynchés en 1945. Le Noir demeurait **L'homme invisible**, selon le titre d'un célèbre roman de Ralph Ellison (paru en 1952), qui commence par cette phrase: « Je suis un homme invisible (...), parce que les gens refusent de me voir ». Par ailleurs la poussée d'anticommunisme de la fin des années 1940 toucha fortement les organisations noires qui avaient été proches des communistes dans les années 1930.

Eisenhower était personnellement hostile à la ségrégation, mais partisan de donner du temps au temps pour ne pas braquer les esprits; il mit quatre ans à s'attaquer au problème, en partie sous la pression d'un changement d'attitude de la **Cour suprême**. Les juges nommés par Roosevelt et Truman y étaient en majorité et le juge que nomma Eisenhower au début de son premier mandat était aussi libéral qu'eux. Depuis la fin des années 1940, elle avait rendu toute une série d'arrêts condamnant la ségrégation, par exemple aux "primaires" des partis, dans certains jurys, dans les transports interétatiques. Finalement, par l'**arrêt Brown**, rendu à l'unanimité en mai 1954, elle déclara anticonstitutionnelle la ségrégation scolaire, alors effective dans dix-sept États et dans le district de Columbia. La N.A.A.C.P. et les autres organisations noires avaient réussi à démontrer que l'état matériel des écoles noires était tel qu'il était

---

<sup>1</sup> Cette institution est devenue, depuis lors et peu à peu, l'une des moins sensibles au racisme; une génération et demie plus tard, on dit souvent que c'est à peu près le seul secteur de la société américaine où l'on trouve des Noirs qui commandent à des Blancs.

impossible de soutenir que le vieux principe validé en 1896, "égaux mais séparés" était effectivement appliqué. Cet arrêt était décisif car il touchait à l'enfance, donc à l'avenir; il fit beaucoup de bruit. Mais les décisions de la Cour suprême sont des décisions judiciaires, non exécutoires (lorsqu'elle a jugé une loi non conforme à la Constitution, encore faut-il en voter une autre), et les institutions de la plupart des États du Sud firent de la résistance<sup>1</sup>.

La situation se tendit rapidement; on vit même réapparaître des cellules du Ku Klux Klan (mais pas d'organisation centralisée comme dans les années 1920). Au nom d'une interprétation de la Constitution qui datait du début du XIXe siècle, les dirigeants racistes des États du sud prétendirent avoir le droit de "s'interposer" entre l'État fédéral et les citoyens; c'était peut-être l'ébauche d'un nouveau sécessionnisme. Il y eut des bombes et même des meurtres, dont celui d'un adolescent de quatorze ans, Emmett Till, qui avait eu l'audace de dire "chérie" à une Blanche<sup>2</sup>, et qui fut affreusement torturé (on l'attacha au ventilateur d'une égréneuse à coton) puis jeté dans un bras du Mississippi; mais sa mère, qui était de Chicago, donc moins encline à la résignation que les Noirs du Mississippi, décida de laisser le cercueil ouvert durant quatre jours et convoqua la presse. Les photos du cadavre mutilé firent le tour de la Terre et le procès manqua de tourner à la bataille rangée (des Noirs acceptèrent de témoigner, mais quittèrent immédiatement l'État; malgré ces témoignages accablants les meurtriers furent acquittés). Les États du Sud se lancèrent aussi dans un énorme effort financier en faveur des écoles noires, en réponse à l'arrêt Brown. Trop tard: les Blancs du Sud ne se rendaient pas compte que les temps avaient changé, que désormais les juges considéraient que la séparation impliquait forcément l'inégalité.

Malgré les violences les Noirs avaient désormais le droit pour eux, et cela leur donnait des ailes<sup>3</sup>. En décembre 1955, à Montgomery, Alabama, la ville qui avait été le berceau de la Confédération, la section locale de la N.A.A.C.P. organisa un boycottage des autobus locaux - les Noirs devaient s'asseoir au fond après avoir acheté leur billet à l'avant, puis être ressortis pour monter par l'arrière, et céder leur siège lorsqu'il n'y avait plus de places assises pour les Blancs. La lutte dura plusieurs mois et fut très dure (les Noirs marchèrent beaucoup, recoururent au covoiturage); les Églises baptistes noires y jouèrent un rôle primordial. Ce fut au cours de ce conflit que se révélèrent l'énergie et le charisme du pasteur Martin Luther King (1929-1968). Né à Atlanta, il était fils de pasteur baptiste, donc d'un milieu aisé; il avait fait ses études à Boston et possédait un doctorat de philosophie. Rompu aux techniques modernes de communication, c'était un admirateur de Gandhi<sup>4</sup> (et il tenait Jésus comme l'un des précurseurs de l'action non-violente); Montgomery était sa

---

<sup>1</sup> « Dans le cas "McLaurin", un tribunal régional avait déjà contraint l'université de l'Oklahoma à admettre un étudiant de couleur âgé de 68 ans. On ne pouvait guère soupçonner George McLaurin de poursuivre le projet d'un mariage interracial. La direction de l'université le réduisit pourtant à la condition de pestiféré, lui faisant suivre les cours dans une salle de classe adjacente à celle des autres étudiants, lui assignant une table spécifique et marquée de l'inscription "Coloured" à la bibliothèque, et lui imposant un horaire particulier à la cafétéria afin qu'il n'y rencontre personne » (Nicole Bacharan, op.cit.).

<sup>2</sup> Ou sifflé pour l'appeler, ou affiché une petite amie blanche, selon les sources.

<sup>3</sup> On voit que ce ne sont absolument pas les militants noirs qui ont imposé l'évolution de la Cour suprême. Du reste, celle-ci, qui n'est pas élue, est imperturbable aux pressions politiques; dans le système des institutions américaines, elle est au-dessus du politique. En revanche on ne peut pas dire que les Noirs ont attendu passivement qu'elle évoluât: leurs organisations étaient très actives depuis 1945.

<sup>4</sup> Il fit même un long voyage en Inde en 1958.

première cure, il n'avait que vingt-six ans. L'affaire de Montgomery passionna l'Amérique et le monde; finalement, grâce à une nouvelle décision de la Cour suprême, en novembre 1956 la ségrégation fut abolie dans les transports municipaux de Montgomery; d'autres boycotts suivirent. Début 1957, King contribua à fonder la *Southern Christian Leadership Conference* (S.C.L.C.), une association de groupes religieux décidés à lutter contre la ségrégation par la "résistance passive" et l'action non-violente.

La situation était toujours aussi tendue: le Sud semblait au bord de la guerre civile. En 1956, des Blancs s'opposèrent par la force, et avec succès, à l'admission d'une étudiante noire à l'Université d'Alabama. En 1957, à Little Rock, la capitale de l'Arkansas, le gouvernement fédéral se décida à intervenir pour éviter la répétition de cet épisode. Il fallut mettre la garde nationale de l'Arkansas sous contrôle fédéral et envoyer plus de 1.000 parachutistes pour protéger l'accès de neuf lycéens noirs à un lycée jusque-là réservé aux Blancs, à travers une foule vociférante de Blancs soutenus par le gouverneur Orval Faubus et par l'ensemble des institutions locales et étatiques, le tout devant les télévisions du monde entier - pourtant l'Arkansas était loin d'être l'État le plus ségrégationniste: il avait spontanément déségrégré ses universités en 1947. Mais à la rentrée suivante, Faubus, qui se considérait "en territoire occupé", ferma toutes les écoles publiques de l'Arkansas; elles ne rouvrirent qu'à la rentrée de 1960!

L'évolution n'était guère plus encourageante ailleurs. Du reste, la portée réelle de la déségrégation des écoles était limitée par le fait que Noirs et Blancs n'habitaient pas les mêmes quartiers. Dix ans après l'arrêt Brown, dans le Sud 2% à peine des écoliers fréquentaient des écoles "intégrées"; 25% seulement des Noirs étaient inscrits sur les registres électoraux, contre 60% des Blancs. Mais le gouvernement fédéral avait commencé à réagir. En août 1957, c'est-à-dire avant la crise de Little Rock, le Congrès vota une loi sur les droits civiques, la première depuis les lendemains de la guerre de sécession, qui protégeait le droit des Noirs au suffrage. Six mois auparavant, le Ghana était devenu la première ancienne colonie noire à entrer à l'O.N.U.<sup>1</sup>; ses diplomates siégeaient à New York, et le Congrès avait compris que des progrès sur la question raciale étaient indispensables à la bonne image de l'Amérique<sup>2</sup>. Une nouvelle loi votée en 1960 permit à l'administration fédérale de mener elle-même des recherches à l'échelon local au cas où elle soupçonnerait une discrimination en matière électorale.

Au total les Noirs avaient repris espoir, dans un climat d'optimisme lié à la prospérité économique qui profitait à tous; les temps, décidément, avaient changé: pour la première fois depuis les années 1880, le pouvoir fédéral était de leur côté. Mais ils avaient pris conscience que le combat pour l'égalité serait long, et que l'égalité juridique ne signifiait pas forcément l'égalité réelle.

#### IV-L'Amérique démocrate des années 1960.

##### A) *Happy birthday, Mr President.*

À l'élection présidentielle de 1960 les démocrates présentèrent John Fitzgerald Kennedy (1917-1963). Le candidat était issu d'une des familles les plus riches de Boston, famille nombreuse (il y avait neuf frères et sœurs) et d'origine irlandaise, donc catholique; mais ce handicap (on se souvenait encore de l'échec d'Al Smith en 1928) était compensé par la jeunesse du candidat (il fut le plus jeune président des États-Unis,

---

<sup>1</sup> Quelques jours après, l'ambassadeur de l'Inde s'était vu refuser l'accès à un restaurant à cause de sa peau trop foncée!

<sup>2</sup> Un autre but de la loi était de semer la zizanie chez les démocrates; et les républicains n'avaient pas renoncé à reconquérir une partie du vote noir. Ce fut un échec.

succédant au plus âgé), sa prestance physique et son charisme. Son père, Joseph (Joe) Kennedy, avait fait fortune dans les années 1920; à l'époque de Roosevelt il avait été le premier président du *Securities and Exchange Commission*, l'organisme régulateur de la Bourse; puis il avait été ambassadeur à Londres de 1937 à 1941, date à laquelle il avait démissionné par hostilité à l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés d'Albion abhorrée. Brillant intellectuel, Kennedy junior était l'auteur plusieurs livres à succès qui lui avaient assuré, très jeune, une certaine renommée: notamment *Why England Slept*, un essai consacré à l'aveuglement de la Grande-Bretagne face à l'agressivité hitlérienne, publié en 1940; et *Profiles of Courage*, une série de portraits de politiciens, couronné par le prix Pulitzer en 1957. Malgré des problèmes de santé il avait refusé de se faire réformer; il avait montré un grand courage lorsque son bâtiment avait été coulé au large des îles Salomon. Après la guerre, grâce à l'appui de son clan, il était devenu représentant d'un quartier de Boston, en 1946, à vingt-neuf ans, puis sénateur du Massachussets en 1952.

Les républicains présentèrent le vice-président sortant Richard Nixon, un homme de l'aile centrisme du *Great Old Party*, mais handicapé par son manque de charisme et une réputation déjà sulfureuse en matière de probité personnelle (on l'appelait *Tricky Dicky*, "Dick le roué"). Pourtant Eisenhower n'avait pas démerité, même si la fin de sa seconde présidence avait été marquée par un certain nombre d'échecs en politique extérieure (la victoire de la guérilla castriste à Cuba, l'affaire de l'U2 – voyez au chapitre 6), par quelques difficultés intérieures, notamment un certain nombre de scandales (des jeux télévisés truqués, l'affaire du syndicat des camionneurs, etc.) et par un léger et très temporaire ralentissement de la croissance.

Kennedy n'avait rien d'un idéologue; mais il sut parfaitement dramatiser la situation, dénoncer l'incompétence des républicains. Il proclama qu'il voulait « remettre la machine en marche » après la « sieste » où l'Amérique s'était enfoncée. Ses conseillers soulignaient notamment le retard que l'Amérique était en train de prendre en matière d'éducation, à l'heure où avec le *baby-boom* la moyenne d'âge des Américains était descendue au-dessous des trente ans; ils soulignaient aussi que la haute croissance des années 1950 n'avait guère profité aux équipements collectifs. Il fit des promesses aux Noirs. En matière de politique étrangère, il dénonça le *missile gap* (voyez au chapitre 6) et présenta un grand programme de réarmement. Dans un discours célèbre de juillet 1960, il proposa à l'Amérique une « nouvelle frontière », en référence à l'esprit pionnier du XIXe siècle: cette frontière serait à la fois économique, sociale, spatiale et militaire, et bien plus encore (« domaines inexplorés de la science et de l'espace, problème toujours en suspens de la guerre et de la paix, abolition de l'ignorance et des préjugés, problème enfin de la pauvreté et de la richesse »).

Le concept était des plus vagues, mais le slogan était efficace. Plus que par son programme, la victoire de Kennedy s'explique par des facteurs personnels; du reste, elle se décida essentiellement lors des débats télévisés, une innovation de cette campagne. Leur impact fut si décisif (alors que Nixon bénéficiait du soutien de la majorité de la presse écrite, et "passait" mieux à la radio que Kennedy) qu'on attendit 1976 pour en organiser de nouveaux. Malgré tout, la victoire fut très serrée (Kennedy eut 110.000 voix d'avance sur 38.300.000, soit une avance de 0,6%, avec une participation en hausse de dix points par rapport à 1956). Kennedy obtint le soutien des Noirs (à 78%), des catholiques (à 80%), mais aussi celui d'une partie des démocrates du Sud, faute d'autre candidat, et aussi parce que Kennedy avait su choisir comme colistier un Texan nettement plus conservateur qui lui, Lyndon B. Johnson.

Bête de médias, Kennedy transforma la présidence en une espèce de *show permanent* (avec succès: sa popularité grimpa jusqu'à 80%). Ses déplacements à l'étranger étaient très médiatisés, ainsi que les grands moments de tension comme la crise des missiles de Cuba. Le Président et sa famille étaient aussi présents dans la presse *people* que dans les médias

sérieux, occupant une place équivalente à celle des *royals* britanniques<sup>1</sup>: Rose, la vieille mère, dépositaire de la mémoire et garante de la cohésion du clan; Jacqueline Bouvier (Jackie), l'épouse, et sa *french touch*; Bob, le frère, ministre de la Justice; John-John, le tout jeune fils, abondamment photographié à quatre pattes sous le bureau de son père (il existe même une chanson de France Gall à sa gloire!), etc... Des artistes prestigieux étaient invités à la Maison-Blanche, comme Pau Casals ou Igor Stravinski<sup>2</sup>. Seul Ronald Reagan, ancien acteur de cinéma, est allé plus loin en ce sens, sur un autre registre, un peu moins naïfs. Mais contrairement à Reagan, Kennedy ne fit pas que soigner son image. Remarquable organisateur, doté d'idées claires et d'une grande énergie (Khrouchtchev, qui l'avait sous-estimé, s'en aperçut à l'occasion de la crise des missiles), il tenait fermement les rênes d'une équipe où, pour la première fois depuis les années 1930, on comptait un nombre respectable d'intellectuels; il fit tout pour affirmer son *leadership* sur le Congrès.

Bien plus résolument qu'Eisenhower, **Kennedy opta pour la relance de l'économie**, au prix d'un déficit budgétaire ouvertement assumé à partir de 1963; en revanche il n'y eut pas de hausse des impôts, mais plutôt une baisse. Il choisit également de maintenir la parité du dollar, une décision qui permit à la monnaie américaine de demeurer la référence du système monétaire international durant encore une décennie, mais qui contribua à un creusement progressif de la balance des paiements et à des difficultés pour les investissements. La lutte contre l'inflation devint une priorité (elle fut maintenue à un niveau très bas: 1,1% en moyenne annuelle sur trois ans); de ce fait, il n'y eut que des hausses assez modérées du salaire minimum horaire; en revanche, dans la tradition du *new Deal* il y eut une nouvelle relance des grands travaux, et le réarmement contribua à tirer la demande; mais l'Amérique dépensait de plus en plus d'argent pour financer la guerre froide et pour maintenir la cohésion de son camp (sous forme d'entretien des troupes américaines, d'aide, d'investissements), ce qui risquait, à terme, d'affaiblir l'économie. Pour compenser ces dépenses,

---

<sup>1</sup> C'était la grande époque de la médiatisation de la famille royale britannique: la presse "jaune" se jetait sur la jeune souveraine et sur ses enfants (le prince Charles est né en 1957). Le mouvement avait été lancé lorsque le prince Rainier de Monaco avait épousé Grace Kelly: une partie de la haute aristocratie européenne avait accepté de n'être plus qu'une annexe de Hollywood.

<sup>2</sup> Sur un autre registre, la presse, surtout hors des États-Unis, s'intéressait déjà aux "relations spéciales" des frères Kennedy avec Marilyn Monroe, qui se suicida à l'été 1962: le couple Kennedy n'était pas aussi uni que les médias bien-pensants voulaient le dire. Plus tard, après la mort de John, les Kennedy eurent tendance à s'étaler davantage dans la presse à scandale que dans l'autre; ce n'était qu'un juste retour des choses, la vengeance de la réalité sur une image outrageusement fabriquée. L'assassinat du Président, puis celui de son frère Bob en 1968, alors qu'il luttait pour l'investiture du parti démocrate pour la présidentielle, donnèrent lieu à toutes sortes d'interrogations. On parla de liens avec la mafia (lors des élections de 1960, John aurait reçu l'appui du "parrain" de Chicago, Sam Giancana, avec qui il partageait une maîtresse); les aspects les plus sordides de la vie sexuelle des frères Kennedy s'étalèrent sur la place publique. John Kennedy apparut de plus en plus comme un homme cynique, mû par l'ambition (on rappela qu'il avait eu une attitude ambiguë envers McCarthy, que son père avait soutenu; on l'accusa de s'être engagé pour les droits civiques par pur opportunisme), obsédé par l'idée d'assassiner Fidel Castro, etc. Le remariage de Jackie avec le milliardaire grec Aristote Onassis (l'ancien mari de Maria Callas) n'arrangea rien, non plus que les dérives d'un certain nombre de membres du clan dans l'alcoolisme ou dans la toxicomanie. Avec le décès de John-John en 1999, après celui de Jacqueline et de Rose dans les années 1990, cette folie médiatique devrait entrer en déclin.

l'Amérique estimait qu'elle était en droit de réclamer un meilleur accueil pour ses produits à l'étranger; elle poussait au libre-échange, notamment à l'occasion de négociations tendues avec la C.E.E.

Mais Kennedy se heurta à la résistance du Congrès, dominé par les démocrates mais agacé par l'autoritarisme du Président, qui bloqua notamment ses projets en matière de sécurité sociale (la loi *Medicare*), et réduisit le nombre d'Américains ayant droit au salaire minimum horaire. C'est peut-être surtout à ces blocages qu'il faut attribuer le caractère relativement timoré de la politique de Kennedy en matière de droits civiques et de réduction des inégalités. Les choses changèrent en 1963: il y eut un ensemble de mesures plus volontaristes, notamment en faveur de l'enseignement (une augmentation de l'aide fédérale aux universités) et de la lutte contre la discrimination raciale – voyez plus bas.

Kennedy fut assassiné le **22 novembre 1963**, à Dallas où il s'était rendu dans le cadre d'une campagne pour reprendre le contrôle d'un Sud de plus en plus rebelle, dans la perspective de l'élection présidentielle de l'année suivante. L'assassin, Lee Harvey Oswald, fut lui-même assassiné quelques heures après; le mystère reste entier, et a fait couler beaucoup d'encre. L'événement fit sensation, mais ne se traduisit pas par un changement brutal dans la politique intérieure ni extérieure de l'Amérique.

### **B) Les deux mandats de Johnson.**

Le vice-président **Lyndon Baynes Johnson** (1908-1973) succéda normalement au Président assassiné. C'était un sudiste, issu d'une famille modeste du Texas (mais son père parvint au poste de député au Congrès de l'État). Instituteur, professeur d'anglais, puis directeur d'une des agences du *new Deal*, il s'était lancé dans la politique dans les années 1930; il avait été le leader de la majorité démocrate au Sénat dans les années 1950, ce qui lui donnait une image nettement plus "politicienne" que celle de Kennedy. Il était considéré comme plus conservateur que celui-ci, mais il n'était pas raciste et se souciait beaucoup plus du sort des Noirs; sur ce point il collabora avec l'administration Eisenhower, au grand dam de certains démocrates: ainsi il vota en faveur de la loi sur les droits civiques de 1957. Il s'ennuya fort à la vice-présidence; Kennedy le tenait à l'écart des affaires. Une fois au pouvoir, il s'inscrivit dans la continuité de son prédécesseur, mais en infléchissant sa politique dans un sens plus social et plus favorable au mouvement des droits civiques. Il fut plus efficace que Kennedy face au Congrès, dont il avait une longue pratique. Par malheur pour lui, ce Président qui en tout autre période aurait gardé une image positive est resté comme le responsable de l'enlèvement américain au Vietnam (voyez au chapitre 6); il fut la cible privilégiée de toute la contestation des années 1960. À la fin de son deuxième mandat, politiquement et mentalement déséquilibré par la contestation de sa politique, il devint aigri et dépressif, et sombra même dans une certaine paranoïa.

L'année 1964 fut entièrement occupée par la campagne électorale; Johnson prit des positions de pointe sur les problèmes sociaux et raciaux. En janvier, il déclara « une guerre sans merci à la misère », et dans l'été il lança une série de mesures à destination des jeunes chômeurs, des agriculteurs, etc., ainsi que des mesures scolaires. Il y eut aussi la grande loi sur les droits civiques (voyez la sous-partie suivante). En mai, le Président proposa un projet très ambitieux de **Grande Société**, une société où la civilisation serait meilleure, où règneraient « l'abondance et la liberté », qui mettrait un terme « à la pauvreté et à l'injustice raciale », où « les hommes se montrer[aient] plus préoccupés de la qualité de leurs objectifs que de la quantité de leurs biens ». Il promit une réforme de l'enseignement secondaire et supérieur, une vie meilleure dans les centre-villes. Dans ces conditions, et malgré la défection du Sud, **Johnson n'eut guère de problèmes à se faire élire** en novembre 1964, face à un adversaire qui représentait la faction la plus réactionnaire du parti républicain: Barry Goldwater, un sénateur milliardaire de l'Arizona, ségrégationniste, isolationniste et fanatique du *small government*. Le Great

*Old Party* avait tenté de réitérer l'opération de 1952, lorsqu'Eisenhower était arrivé au pouvoir en "surfant" sur la vague anticommuniste; mais il avait mal mesuré que la ségrégation était devenue insupportable pour une grande majorité d'Américains. Plus de 95% des Noirs votèrent pour Johnson, qui l'emporta avec 61% des voix.

Johnson imposa un style encore plus flamboyant que Kennedy, encore plus "mêle-tout" et toujours très moraliste, mais il mobilisa moins sa famille au service de son image. Ce fut à cette époque que l'on commença à parler de "présidence impériale"<sup>1</sup>. Au départ tout lui sourit: la croissance reprenait, le chômage diminuait – au point qu'il fallut prendre à nouveau des mesures de refroidissement. En quelques mois, profitant de son ascendant sur le Congrès, le Président fit voter **les plus importantes mesures sociales du XXe siècle américain**, que Kennedy n'avait pas eu le temps, ni peut-être vraiment la volonté, de faire passer. La loi **Medicare**, votée en juillet 1965, garantissait tous les Américains de plus de 65 ans contre le risque de maladie; un programme appelé **Medicaid** organisait, avec l'aide des États, une couverture médicale minimale gratuite pour les indigents. Avec ces mesures, l'Amérique semblait suivre l'Europe sur la voie de l'État-providence. Cependant de nombreux Américains ne bénéficiaient toujours d'aucune protection sociale obligatoire, et la suite montra que ce virage "social" ne traduisait pas une évolution en profondeur des mentalités, même si aujourd'hui les Américains, dans leur immense majorité, demeurent attachés à *Medicare* et à *Medicaid*: Même Ronald Reagan ne s'y est pas vraiment attaqué – mais personne n'envisage d'aller plus loin.

Johnson fit également passer, en avril 1965, une loi sur l'enseignement primaire et secondaire; il développa les bourses pour l'enseignement supérieur; les dépenses de l'État fédéral pour l'enseignement montèrent en flèche. La même année le Président lança un programme de grands travaux dans les Appalaches et un autre pour d'autres régions défavorisées; ce fut aussi l'époque des premières lois anti-pollution<sup>2</sup> (notamment le *Water Quality Control Act*, voté en 1965, qui venait après une pionnière, l'*Air Pollution Control Act*, votée en 1962). Toujours en 1965, le système des quotas d'immigration, qui datait des années 1920, fut profondément transformé (voyez au chapitre 5).

Mais, la même année, Johnson échoua à amender la loi Taft-Hardley. Surtout, **les difficultés s'accumulèrent à partir de la fin 1965**, réduisant peu à peu le Président à l'impuissance. En 1964, le Congrès lui avait donné un chèque en blanc pour intervenir au Vietnam; dès 1966, il commença à renâcler. Le consensus en matière de politique extérieure était rompu, pour la première fois depuis la guerre mondiale. Dans le même temps, les économistes libéraux dénonçaient les effets dangereux à terme d'une politique économique au coût élevé, à une époque où la politique extérieure pesait de plus en plus lourd sur les finances nationales, et surtout de plus en plus incohérente, car elle obéissait de plus en plus aux nécessités instantanées de la popularité présidentielle, au rythme des élections, et de moins en moins à une saine gestion des cycles économiques: **le stop and go dégénérait en gestion politique de la croissance**, au détriment des équilibres à long terme. L'inflation reprit à partir de 1966... Surtout, la contestation s'étendit et devint massive; je vais lui consacrer les deux sous-parties suivantes.

### **C) La contestation "ethnique".**

---

<sup>1</sup> L'expression a été forgée par l'historien Arthur Schlesinger, qui l'appliquait surtout à la politique extérieure.

<sup>2</sup> À cette époque Los Angeles, avec son nuage de *smog*, était le symbole mondial de la pollution urabaine – avec Londres. Mexico a pris le relais dans les années 1970.

Le problème noir mobilisa une bonne partie de l'énergie des gouvernements démocrates des années 1960. L'activisme progressait, dans le Sud et hors du Sud, gagnant notamment les universités du Sud qui désormais accueillait de plus ou moins bon gré de nombreux Noirs, alors que la ségrégation sévissait toujours au-dehors.

Il y eut des manifestations, des actes de désobéissance civile; surtout, les activistes inventèrent des formes nouvelles d'action. En février 1960, des étudiants noirs lancèrent le premier sit-in (occupation pacifique), dans la cafétéria interdite aux Noirs d'un grand magasin de la chaîne Woolworth, quelque part en Caroline du nord; des cafés, des cinémas, des plages suivirent. Ces actions furent généralement des succès, les commerçants notamment préféraient déségréger leurs boutiques plutôt que d'affronter un effondrement prolongé de leur chiffre d'affaires. En 1961 la Cour suprême reconnut la constitutionnalité des *sit-in*. En avril de la même année commencèrent les "voyages pour la liberté" (freedom rides), dont les participants, y compris quelques Blancs qui s'y joignaient par solidarité, empruntaient systématiquement les bus interétatiques, sans tenir compte de la ségrégation<sup>1</sup>. Il fallut beaucoup de courage aux *freedom riders*: ils durent affronter des foules déchaînées, averties de leur arrivée (parce qu'ils annonçaient leur itinéraire: il leur fallait des violences à la une pour émouvoir l'opinion et Washington); il y eut un mort. Le mouvement dura jusqu'à la fin de l'année 1961, date à laquelle le gouvernement fédéral réaffirma l'interdiction de la ségrégation dans les transports en commun interétatiques.

Jusqu'à la mort de Kennedy toutes ces actions étaient pacifiques; le contraste (évident à la télévision) avec la brutalité des réactions des Blancs, notamment contre les *freedom riders* qu'il fallut faire protéger par des policiers fédéraux, servait l'image du mouvement des droits civiques.

Les progrès étaient de plus en plus notables: ainsi, en novembre 1962 le gouvernement abolit la discrimination dans les logements construits avec l'aide de fonds publics. La même année, l'affaire de Little Rock se reproduisit, mais cette fois au cœur de *Dixieland*: l'armée fédérale imposa par la force l'entrée d'un étudiant noir à l'université du Mississippi, l'État où les Noirs étaient les plus nombreux en proportion (35%), mais aussi le plus raciste du pays (et le plus pauvre); le gouverneur, qui s'était fait élire sur le slogan: « *never, never* », parla de « génocide » pour désigner la déségrégation<sup>2</sup>. Il y eut deux morts, des attentats, des incendies d'églises en série, il fallut placer la garde nationale sous contrôle fédéral et envoyer plusieurs milliers de soldats. L'année suivante, un épisode du même genre eut lieu à Birmingham en Alabama, une ville de sinistre réputation où meurtres et attentats étaient monnaie courante, où tous les lieux publics étaient fermés depuis un an en réponse à un ordre de déségrégation: le gouverneur George Wallace avait exclu toute évolution. King lança une grande campagne: les enfants noirs furent mobilisés; ils furent arrêtés en masse, ce qui provoqua une grande émotion dans tout le pays et une mobilisation générale sur place<sup>3</sup>. Il y eut quatre

---

<sup>1</sup> Les bus interétatiques étaient officiellement déségrégés, mais aucun Noir n'eût osé s'asseoir à l'avant dans certains États comme le Mississippi; la situation était la même dans les gares routières, malgré toute une série de décisions en ce sens qui n'avaient jamais été appliquées. Un journaliste blanc, qui passa quelques semaines dans le Sud maquillé en Noir, constata qu'on ne laissait même pas les Noirs descendre aux arrêts pour se rafraîchir ou pour aller aux toilettes. On était exactement cent ans après le déclenchement de la guerre de sécession...

<sup>2</sup> Parce que la race blanche allait disparaître par métissage.

<sup>3</sup> Ainsi que des protestations, même parmi les Noirs: était-il acceptable, pour se gagner la sympathie des médias, d'exposer à la violence des êtres trop jeunes pour pouvoir choisir librement de l'affronter? Ce à quoi les partisans de l'action menée répondait qu'on travaillait pour

morts, quatre petites filles noires tuées par une bombe lancée dans une église au cours d'un office, un peu après l'acmé de la crise, en septembre.

Dans l'ensemble, jusqu'en 1963 Kennedy fit montre, pour le moins, d'une grande prudence en ce domaine, suivant plutôt les événements qu'il ne les précédait; il nomma des Noirs à des postes importants, mais aussi des partisans notoires de la ségrégation. À la fin de son mandat cependant, face aux scènes de guerre civile qui agitaient régulièrement le Sud, face à l'obstination imbécile des partisans d'un ordre révolu, il était écœuré et excédé; en juin 1963, il se décida à présenter au Congrès un projet de loi très audacieux, qui prévoyait l'arrêt de toute subvention fédérale aux États ségrégationnistes. À la suite du dépôt de ce projet, une grande **marche pacifique sur Washington**, convoquée au départ pour réclamer des mesures "pour le travail et la liberté", se transforma en marche de soutien au Président. Elle rassembla 250.000 personnes en août 1963; ce fut l'apogée du mouvement des droits civiques. Y participèrent l'ensemble des associations qui militaient pour les droits civiques (à l'exception des *Black Muslims*); des artistes noirs (comme Harry Belafonte) ou blancs (Marlon Brando, Paul Newman, Bob Dylan; Joan Baez chanta *We shall overcome*, l'hymne du mouvement noir, à l'origine une chanson des syndicalistes du textile), mais aussi des représentants des principales Églises protestantes et des communautés catholique et juive; c'était le signe que toute l'Amérique progressiste était décidée à se mobiliser<sup>1</sup>. Ce fut à cette occasion que Martin Luther King prononça son plus fameux discours: **« Je fais un rêve »**:

« Il y a cinq fois vingt ans, un grand Américain, dans l'ombre symbolique duquel nous nous trouvons aujourd'hui [il s'agissait de la statue de Lincoln], signait la Déclaration d'émancipation. (...) Mais cent ans plus tard, le Negro n'est toujours pas libre. (...) Cent ans plus tard, le Negro vit dans un îlot de pauvreté au milieu d'un océan de prospérité matérielle. Cent ans plus tard, le Negro (...) vit en exil dans son propre pays.

**Maintenant est venu le temps de réaliser les promesses de la démocratie.** (...) Maintenant est venu le temps de faire de la justice une réalité pour tous les enfants de Dieu. (...)

**Je fais un rêve, c'est un rêve profondément enraciné dans le rêve américain** (...): nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes: tous les hommes sont créés égaux. (...) Je rêve qu'un jour sur les collines rouges de Géorgie, les fils des anciens esclaves et les fils des anciens propriétaires d'esclaves puissent s'asseoir ensemble à la table de la fraternité. Je rêve qu'un jour même l'État du Mississippi (...) soit transformé en oasis de liberté et de justice. Je rêve qu'un jour en Alabama (...) les petits garçons noirs et les petites filles noires pourront joindre leurs mains avec les petits garçons blancs et les petites filles blanches comme des frères et des sœurs. Je fais un rêve aujourd'hui! Je rêve qu'un jour mes quatre enfants vivront dans un pays où ils seront jugés selon leur personnalité et non selon la couleur de leur peau.

Avec cette foi, (...) je retourne dans le Sud. Avec cette foi (...), nous travaillerons ensemble, nous prierons ensemble, nous lutterons ensemble, nous irons en prison ensemble, nous défendrons la liberté ensemble, sachant que nous serons libres un jour. (...) Et ainsi nous hâterons la venue du jour où tous les enfants de Dieu, Noirs et Blancs, Juifs et Gentils, catholiques et protestants, joindront leurs mains pour chanter l'ancien Negro

---

l'avenir de ces enfants. Le controverse dure toujours: à la fin des années 1990, un certain nombre de ces enfants (et des neuf de Little Rock) se sont plaint, dans des interviews, d'avoir été traumatisés: la politique leur aurait volé leur enfance.

<sup>1</sup> Seule l'A.F.L.-C.I.O. refusa de s'y associer.

*Spiritual*: "Enfin libres, enfin libres, merci Dieu tout-puissant, nous sommes enfin libres!" ».

King reçut le prix Nobel de la paix à l'automne 1964; l'été avait de nouveau été fort agité dans le Mississippi, et aussi en Floride. L'année suivante, il lança une campagne d'inscription des Noirs du Sud sur les listes électorales, centrée sur la ville de Selma dans l'Alabama, dans une région à majorité noire (57%) choisie à dessein pour le caractère spectaculaire que revêtirait certainement le conflit (1% des Noirs étaient inscrits sur les listes électorales). Il y eut de nouvelles violences, très médiatisées, et le président Johnson dut placer sous contrôle fédéral la garde nationale de l'Alabama. Ce fut le dernier grand succès de King, avant qu'il ne commençât à être débordé par les extrémistes; l'année suivante, une campagne à Chicago se solda par un demi-échec<sup>1</sup>.

Il revint à Johnson de réaliser le projet de Kennedy; il était à ce point exaspéré par le comportement des Blancs du Sud qu'il alla jusqu'à reprendre la formule « *we shall overcome* » dans une allocution à propos de l'affaire de Selma, en mars 1965. En juillet 1964, à l'issue de 56 jours de "flibuste" au Sénat, il parvint à arracher le vote d'un Civil Rights Act qui déclarait illégale la ségrégation dans les entreprises et dans les lieux publics et autorisait l'annulation de tout programme financé par l'État fédéral en cas d'infraction aux dispositions antiségrégationnistes; puis, en août 1965 (à la suite de l'affaire de Selma), le Congrès vota le Voting Rights Act, par lequel les fonctionnaires fédéraux étaient autorisés à inscrire d'office les Noirs sur les listes électorales des comtés. En 1965 aussi, Johnson nomma le premier ministre noir de l'Histoire de l'Amérique, Robert Weaver, au ministère du Logement et de l'Urbanisation; en 1967, pour la première fois encore, il nomma un Noir, Thurgood Marshall, juge à la Cour suprême. Il nomma aussi des ambassadeurs noirs. La même année, pour la première fois toujours, une grande ville, Cleveland, se dota d'un maire noir: à la fin des années 1960 ce fut le tour de Los Angeles, puis de Newark, une des principales banlieues de New York.

Indéniablement, le sort des Noirs s'améliorait, tant au plan économique qu'au plan de leurs droits. Mais ces avancées indéniables ne les calmaient pas, bien au contraire; en permettant aux Noirs de mieux s'informer, en leur donnant plus de loisirs et de possibilités de réflexion, ils firent mesurer à la majorité l'abîme qui les séparait encore de la condition des Blancs, en termes de dignité comme de niveau de vie. Le moindre succès des violences exercées à leur encontre leur ouvrait de nouvelles perspectives; mais les souffrances passées semblaient justifier toute violence en retour. On vérifia une nouvelle fois que l'espoir est un facteur de révolte: les désespérés ne se révoltent pas<sup>2</sup>.

Ce fut vers 1964-1965 que les valeurs consensuelles prônées par King, l'idée d'un "rêve enraciné dans le rêve américain", et son pacifisme, commencèrent à être contestées par une frange de radicaux. En avril 1960, une nouvelle organisation était apparue, le *Student Non-Violent Coordinationg Committee* (S.N.C.C.<sup>3</sup>); son premier président fut Marion Barry, qui plus tard, dans les années 1980-1990, devint maire de Washington. Martin Luther King avait participé à sa fondation, mais il n'en avait pas le contrôle; une nouvelle génération, plus jeune et plus

---

<sup>1</sup> Cette campagne révéla les capacités d'organisation d'un jeune pasteur qui avait déjà participé à la campagne de Selma, Jesse Jackson, né en 1941 en Caroline du Sud.

<sup>2</sup> C'était exactement le même processus que j'ai décrit au chapitre III du cours sur la France: lorsque Napoléon III rendit la parole aux ouvriers dans les années 1860, au lieu d'entonner un péan à la gloire du régime ils s'en saisirent pour protester contre ce qui n'allait toujours pas, à savoir l'essentiel: leur condition sociale.

<sup>3</sup> On prononce "snick".

radicale, prenait le relais<sup>1</sup>. Le S.N.C.C. déborda rapidement la N.A.A.C.P. et le S.C.L.C., toujours actives, tandis que le C.O.R.E. se radicalisait aussi et que la vieille *Nation of Islam* d'Elijah Muhammad, connue aussi sous le nom de *Black Muslims*, connaissait un bref moment de gloire grâce à un homme plein de charisme, Malcolm X.

Né en 1925 dans le Nebraska sous le nom de Malcolm Little<sup>2</sup>, c'était le fils d'un pasteur adepte des idées de Marcus Garvey. À l'âge de quatre ans il vit sa maison incendiée par le Ku Klux Klan; trois ans plus tard son père mourut dans un accident de la circulation suspect. Il fut recueilli par une famille blanche après la mort de son père et l'internement de sa mère; on l'envoya dans une école blanche où son teint clair ne le protégea pas du racisme. Puis il vécut à Harlem où il connut la drogue, l'alcool, la prostitution.

Il fit sept ans de prison pour cambriolage entre 1946 et 1952; ce fut alors qu'il rencontra la Nation de l'Islam, qui rassemblait déjà quelque 100.000 fidèles. Il se convertit à cet islam passablement hétérodoxe, prit le nom musulman de El-Hadj Malik El-Shabaz; il "se rangea", étudia, devint responsable d'une mosquée à New York, et le principal porte-parole des *Black Muslims*. Son charisme et sa radicalité lui valaient l'attention des médias blancs qui firent beaucoup pour sa renommée, avec les milieux universitaires contestataires de l'époque. Il développait des thèses très radicales, passablement racistes (antisémites notamment), invitant des Noirs à rompre avec le pouvoir et à développer leurs propres institutions et leur propre classe politique; à rejeter la non-violence, poison chrétien, à ne plus tendre l'autre joue, à se défendre, à refuser l'intégration qui selon lui ne pouvait être qu'un simulacre: pour lui, les Noirs n'étaient pas et ne pouvaient pas être des Américains (« si la chatte met ses petits au monde dans le four, cela en fait-il des biscuits? »).

Malcolm X finit par être expulsé de la Nation de l'Islam en 1964, à la suite de déclarations un peu trop incendiaires à propos de l'assassinat de Kennedy (un « juste retour des choses »), et aussi parce que Muhammad, tenant d'un séparatisme radical, se refusait à appuyer le mouvement des droits civiques, alors que X pensait que les Noirs devaient demeurer unis. Malcolm X fonda sa propre confession, la Mosquée musulmane<sup>3</sup>; mais peu après, au retour d'un pèlerinage à La Mecque, il se convertit à l'islam "orthodoxe", abandonna les aspects racistes de son discours, ainsi que le séparatisme politique, commença à se rapprocher de King; mais il fut assassiné quelques mois plus tard, en février 1965, probablement par des activistes de la *Nation of Islam*. Sa légende lui survécut, très largement grâce à son *Autobiographie*, parue

---

<sup>1</sup> À cette époque le pasteur King avait du reste pas mal d'ennuis; il fut arrêté pour détournements de fonds (il s'agissait d'une opération destinée à le salir: le directeur du F.B.I., Herbert Hoover, s'acharnait contre lui), puis pour participation à un *sit-in* – il fut libéré en octobre sur l'insistance des frères Kennedy, en pleine campagne pour l'élection de John.

<sup>2</sup> Dans son autobiographie il expliquait: « j'ai abandonné mon nom d'esclave (...). Je m'appelle X parce que je ne sais pas quel est mon vrai nom », c'est-à-dire son nom africain. Effectivement, les noms que les Noirs prenaient à leur libération étaient souvent ceux de leurs anciens maîtres.

<sup>3</sup> Plus tard, elle fut rebaptisée "Organisation de l'Unité afro-américaine" – ce fut Malcolm X qui popularisa l'expression "Afro-Américains".

N.B. La même année 1964, le boxeur Cassius Clay rejoignit les musulmans noirs et prit le nom de Muhammed Ali.

l'année de sa mort et qui se vendit à plus de quatre millions d'exemplaires dans les années 1960.

Dans la même veine, en juillet 1966 l'un des leaders du S.N.C.C., **Stokely Carmichael**<sup>1</sup>, lança le slogan du **Black Power**, dont le vieil écrivain modéré Roy Wilkins déclara que c'était « du Ku Klux Klan à l'envers ». Avec d'autres leaders, en octobre 1966, Carmichael forma l'*Union Party*, plus connu sous le sobriquet de **Black Panthers** (d'après son emblème). Dans la veine de l'anticolonialisme radical de l'époque, par exemple les œuvres du Martiniquais Franz Fanon<sup>2</sup>, Carmichael soutenait que « les Noirs de ce pays form[aient] une colonie » qui avait droit à son autodétermination, et identifiait leur lutte à celle des Vietnamiens (il alla jusqu'à effectuer un voyage à Cuba et au nord-Vietnam): une conférence réunie sous son égide en 1967 demanda « la division des États-Unis en deux nations indépendantes ». Partisans d'un "socialisme révolutionnaire", les Panthères noires organisèrent de multiples programmes d'aide communautaire, afin d'aider les gens des ghettos et de s'y faire une base militante; mais l'Amérique était horrifiée par le spectacle du radicalisme complaisamment entretenu par Carmichael et ses amis. Les uniformes (veste de cuir noir, pantalon noir, béret noir), les ateliers de fabrication de cocktails Molotov, les rondes armées dans les ghettos (en principe pour surveiller la police blanche), les poings levés, les slogans dévastateurs ("devenons les bourreaux de nos bourreaux"), les déclarations de haine contre les Blancs et les Noirs modérés (King était traité d'"Oncle Tom"), la pression très lourde qui pesait sur la population des quartiers "tenus" par les Panthères, quelques attentats enfin dûs à des éléments plus ou moins incontrôlés, faisaient grand effet dans les médias.

Les leaders de l'ancienne génération perdirent rapidement le contrôle des événements. **King** lui-même, sans renoncer à la non-violence, radicalisa son discours: en avril 1967 il dénonça l'engagement au Vietnam; il commença à critiquer les fondements de l'économie américaines. Mais lorsqu'il **fut assassiné en avril 1968, à Memphis**, Tennessee, où il était venu soutenir les éboueurs en grève<sup>3</sup>, il avait perdu à peu près toute influence sur ses amis, même s'il était toujours immensément respecté (sa mort provoqua des émeutes dans tout le pays<sup>4</sup>).

---

<sup>1</sup> Carmichael était né à Trinidad en 1941; il avait immigré aux États-Unis à l'âge de onze ans. Très intelligent et "beau comme un Dieu nubien" selon les souvenirs de ses camarades, il fit de très brillantes études; c'était alors un modéré, « *a good little nigger* » selon sa propre expression. Il se politisa et se radicalisa progressivement entre 1962 et 1966, sous l'effet de l'impression que la non-violence des activistes ne menait à rien de concret.

<sup>2</sup> Voyez le cours sur la France, chapitre 14.

<sup>3</sup> L'assassin était un "petit blanc" raciste du sud, qui avait agi, semble-t-il, par appât du gain: une prime lui avait été promise par un groupuscule raciste de Saint-Louis. Évidemment, certains trouvent l'explication trop simple et évoquent un complot du F.B.I. C'est idiot: même si, je l'ai mentionné plus haut, celui-ci harcelait King, comment aurait-il pu décider d'assassiner justement le plus modérés des leaders noirs, et surtout, prendre le risque d'un embrasement général des ghettos? Les théories du complot prêtent généralement aux comploteurs un mélange de rouerie et d'inbécellité qui ne fait que refléter la confusion d'esprit de leurs auteurs.

<sup>4</sup> Depuis le début des années 1990, le jour anniversaire de sa naissance est férié.

N.B. En 1965 un autre leader respecté, Robert Moses, renonça à la coopération avec les Blancs, qu'il traita de "truc nègre-blanc", et s'exila en Tanzanie. Quant à DuBois, il était mort à quatre-vingt-seize ans, la veille de la grande marche d'août 1963, au Ghana où il s'était exilé en 1961, après s'être converti au communisme et avoir répudié la nationalité américaine. Le Ghana de Kwane N'Krumah et la Tanzanie de Julius Nyerere

À partir de 1965, tandis que les choses se calmaient (lentement!) dans *Dixieland* où une nouvelle génération de politiciens avait compris que la fin de la ségrégation était inéluctable, l'actualité du mouvement noir quitta le Sud pour les grandes villes du Nord. Sans lien réel avec la radicalisation d'une partie des activistes noirs, mais les médias ne s'arrêtaient pas à si peu, les émeutes se succédèrent, généralement l'été. Des incidents mineurs avaient eu lieu à l'été 1964, notamment à Harlem; la première grande émeute éclata en 1965 à Watts, un faubourg de Los Angeles, à la suite d'un incident entre un Noir et un policier blanc; il y eut 34 morts, et la télévision aidant, il y eut des "répliques" à Chicago et à Springfields (Massachusetts). Les étés 1965 et 1966 furent très agités. En 1967, parties de Nashville (Tennessee) et de Houston (Texas), les émeutes touchèrent plus de cent villes, atteignant leur paroxysme à Newark et à Detroit, ville pourtant prospère grâce à l'automobile. Il y eut au total plus de trois cent morts en quatre ans. En 1968, année terrible pour l'Amérique, les violences prirent une telle ampleur qu'après l'assassinat de King, en avril, la troupe dut bivouaquer sur le Capitole. Aux J.O. de Mexico, en octobre, deux coureurs noirs américains se tinrent le poing tendu sur le podium...

Pourtant, désormais le gouvernement faisait tout pour promouvoir l'intégration. Les origines de l'affirmative action, c'est-à-dire des quotas réservés aux Noirs (ainsi qu'aux autres "minorités" et aux femmes) dans certains secteurs pour lutter contre les discriminations par d'autres discriminations, dites "positives", remontent aux années 1960: l'expression a été employée d'abord par Kennedy, en 1961. La première mesure en ce sens date de septembre 1965, lorsque Johnson publia un décret recommandant aux entreprises qui recevaient des fonds fédéraux de réserver aux "minorités" et aux femmes une partie des emplois à pourvoir. En 1967, le gouvernement fédéral lança le busing, un procédé consistant à conduire tous les matins des enfants noirs dans des écoles des quartiers blancs, et vice versa. Il s'agissait de forcer les écoliers blancs et noirs à se fréquenter, malgré la ségrégation de l'habitat. Cela n'aboutit qu'à une fuite massive des écoliers blancs vers l'enseignement privé, ou des familles blanches tout entières vers les banlieues: pour les classes moyennes blanches, une chose était d'approuver les lois antidiscriminatoires, une autre d'accepter pour leurs enfants de longs trajets et une brutale baisse du niveau scolaire, déjà pas très brillant à l'origine en général. De manière générale les classes moyennes blanches, pourtant en majorité favorables au mouvement des droits civiques au début des années 1960, commençaient à s'effrayer: incapables de comprendre l'ampleur des frustrations accumulées, elles interprétaient l'activisme des Noirs comme de l'ingratitude, à l'heure où pour la première fois l'on s'occupait de leurs problèmes<sup>1</sup>.

Pourtant les émeutes n'étaient que l'expression de la détresse sociale des populations des ghettos, non une révolte de tous les Noirs; le radicalisme n'était le fait que d'une bruyante minorité (bien implantée dans les universités notamment, où elle s'incrimait dans un mouvement bien plus large). Les Noirs, qui souffrirent proportionnellement beaucoup plus que les Blancs des violences de ces années, aspiraient avant tout au calme et à la normalité. Mais tout cela était l'indice d'une évolution inquiétante: désormais il y avait des Noirs qui refusaient l'intégration et, en bloc, les valeurs de l'Amérique. Le mythe du *melting pot* était mort.

Le mouvement de contestation des Noirs s'accompagna d'une mise en avant des valeurs propres à leur communauté, ou supposées telles: ce fut à cette époque qu'apparut le slogan « black is beautiful », que les coiffures "afro", les costumes "naturels"

---

étaient deux porte-drapeaux du tiers-mondisme radical, volontiers socialisant, de l'époque.

<sup>1</sup> Ce phénomène est parfois appelé le *backlash*, le "retour de bâton".

(comprenez: africains<sup>1</sup>) les noms africains ou arabes, devinrent à la mode; que des sections d'"études afro-américaines" commencèrent à apparaître dans les universités, où le nombre d'étudiants noirs doubla. Peu importait la valeur intrinsèque de ces enseignements, c'était la fierté ethnique qui comptait; à présent certains Noirs refusaient des professeurs blancs, exigeaient d'être séparés des Blancs à l'université pour "conquérir leur indépendance psychologique"...

Les Noirs n'étaient pas les seuls à contester le système: d'autres "communautés" commencèrent à faire parler d'elles, contestant l'idéologie américaine du *melting pot*. Les descendants d'immigrés à la deuxième ou troisième génération se réclamaient de plus en plus souvent de leurs origines; tout en se sentant pleinement américains, ils refusaient la perspective d'une coupure totale de leurs racines. Les Chicanos et les Mexicains étaient les plus nombreux, certains commençaient à se faire bruyants notamment parmi les ouvriers agricoles dans le Sud-Ouest: une longue série de grèves commença en 1965 dans les vignobles californiens, sous l'influence du leader syndical César Chávez. L'agitation dura cinq ans; finalement, en 1970, les ouvriers agricoles obtinrent gain de cause.

Ces années marquèrent surtout le grand réveil des Indiens. À vrai dire, c'était l'aboutissement d'un processus engagé bien auparavant. Une loi de 1934, l'*Indian Reorganization Act*, avait réaffirmé l'appartenance des Indiens à des "nations" dotées d'une certaine autonomie administrative et du droit à développer leurs propres cultures. Ils furent encouragés à créer des écoles, des institutions communautaires, des activités économiques. En 1944, les représentants des principales nations indiennes se rassemblèrent en un *National Congress of the American Indians*. Deux ans plus tard, l'administration fédérale créait une Commission des Réclamations indiennes, destinée à recueillir des plaintes et à réparer les abus. Après-guerre, toute une série d'ouvrages d'Histoire contribuèrent à leur rendre leur fierté, mais aussi des albums de photos et, dans les années 1960, un cinéma désormais nettement plus sensible à leur tragédie: le film *Les Cheyennes*, de John Ford, sorti en 1964, marqua une date dans l'évolution de l'image de l'Indien dans les westerns. Les communautés les plus importantes et les plus compactes (et aussi les plus isolées), comme les Navajos, connurent effectivement une certaine renaissance culturelle et une réaffirmation politique; d'autres continuèrent à s'assimiler. La population indienne des États-Unis recommença à augmenter à un rythme soutenu: elle passa de 600.000 personnes en 1960 à 800.000 en 1970, et 1.380.000 en 1980.

Comme pour les Noirs, ce fut l'amélioration du sort des Indiens qui facilita la contestation. Une campagne de *fish-in* (c'est-à-dire d'occupation des lacs et rivières dont on les avait spoliés) culmina avec l'occupation de l'îlot d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco, en 1969. Les choses prirent un tour plus violent en 1972, avec l'occupation des locaux du Bureau des Affaires indiennes à Washington, et surtout avec l'interminable occupation, de février à mai 1973, du site de Wounded Knee,

---

<sup>1</sup> En 1971, le dictateur zairois Mobutu Sese Seko lança l'idéologie officielle de l'"authenticité", ce qui se traduisit notamment par l'interdiction du costume-cravate au profit de l'"abacost" ("à bas le costume"), une (belle) tunique brodée que les officiels étaient tenus d'arborener en public. Cette remarque vise à souligner que ce type d'évolution ne se limitait pas à l'Amérique, loin de là; on ne peut comprendre le mouvement noir des années 1960 sans faire référence à la décolonisation de l'Afrique. J'ai évoqué dans une note précédente la popularité de Nyerere et de N'Krumah; dans un genre nettement moins progressiste, le vieux négus d'Addis Abbéba, Haïlé Sélassié, retrouva à cette époque des zéloteurs, notamment parmi les rastas (voyez plus bas), jusqu'à ce qu'une terrible famine, en 1971, ne vint ternir l'image de son régime; puis il fut renversé par des officiers marxistes en 1973.

où avait eu lieu dernier grand massacre d'Indiens. Les Amérindiens se lancèrent également dans des procès pour récupérer des terres, des droits de pêche, etc.; de plus en plus souvent, ils les gagnaient. En 1970, le gouvernement américain confirma solennellement la fin de la politique d'assimilation et le respect des spécificités des Indiens.

Le mot *ethnic*, plutôt péjoratif jusqu'aux années 1950, acquit une coloration positive dans le courant des années 1960; en décembre 1970, *Newsweek* titra sur "le pouvoir ethnique". Les gouvernements n'opposèrent aucune résistance à cette **"ethnisation" de la société américaine**, qui peut sembler, à trente ans de distance et vue d'Europe, une évolution dangereuse à terme pour la cohésion de la nation américaine<sup>1</sup>. Depuis les années 1960, la plupart de ses interventions sur la société se font en fonction de critères ethniques. Le recensement de 1969, pour la première fois, demanda aux Américains de s'identifier par leur "communauté"; plus d'un tiers le firent, et cette proportion n'a pas cessé d'augmenter par la suite. En 1968, le Congrès vota le principe du droit à un enseignement bilingue (pour les hispanophones de Californie au départ); cependant les choses traînèrent jusqu'à un arrêt de la Cour suprême, rendu en 1974, et qui obligea les écoles financées par des fonds fédéraux à en consacrer une partie à ces programmes. En 1971, l'*Ethnic Heritage Act* obligea les écoles à dispenser, outre un enseignement de la culture nationale (américaine), une connaissance de celle propre à chaque groupe ethnique représenté dans la communauté des élèves.

#### **D) Les autres formes de contestation.**

Il y avait d'autres contestations qui n'étaient pas axées sur la défense des différentes communautés, même si elles rejoignaient parfois l'activisme des Noirs ou des Indiens, au moins au niveau des valeurs affichées et des principales critiques du système. Celle de la jeunesse, plus précisément de la **jeunesse étudiante**, fut la plus spectaculaire. On avait l'impression que c'était toute la société américaine qui craquait sous les coups de boutoir d'une classe d'âge de plus en plus nombreuse avec

---

<sup>1</sup> Il faut toutefois se méfier des approches trop spécifiquement françaises de ces problèmes. L'Histoire de la nation américaine n'est pas celle de la nation française, ne serait-ce que parce qu'il n'y a eu chez nous ni conquête, ni esclavage, ni annexion du territoire d'un État voisin suivi d'une colonisation de ces régions par une population différente; il y a bien eu immigration, mais moins importante en nombre si l'on considère l'ensemble de la période contemporaine (en revanche, elle a été plus importante en France pour la période 1920-1980, à votre programme). De ce fait, une "assimilation" générale à la française est sans doute inconcevable aux États-Unis – même en France, est-elle souhaitable?

Par ailleurs, la France, si fière de n'avoir pas été l'Allemagne, n'a guère de leçons à donner en matière d'assimilation et de coexistence des communautés. Trop souvent la cohésion de la nation citoyenne a servi de prétexte à des atteintes aux droits de l'homme, lesquels peuvent être envisagés d'un point de vue collectif aussi bien qu'individuel, quoi qu'en aient nos modernes jacobins de gauche comme de droite. La politique menée au XIXe siècle et au début du XXe siècle envers les cultures régionales a été d'une grande brutalité (voyez le cours sur la France, au chapitre 5); encore aujourd'hui notre pays, seul avec la Grèce, s'obstine à ne pas signer la charte européenne des langues régionales. La colonisation n'a pas été un épisode spécialement glorieux en termes d'attention portée à l'autre (voyez les chapitres 10 et 14); le sort des harkis est toujours lamentable; sur l'ensemble de la période le racisme anti-immigrés a plutôt été plus fort dans notre pays qu'aux États-Unis, et le moins qu'on puisse dire est qu'il n'y a rien eu d'équivalent aux nets progrès de l'Amérique dans le domaine de la tolérance depuis une trentaine d'années (voyez le chapitre 18).

l'arrivée à l'orée de l'âge adulte des premiers enfants du *baby boom* (40% des Américains avaient moins de vingt ans au début des années 1970; le nombre de jeunes de quatorze à vingt-quatre ans passa de vingt-sept à quarante millions durant les années 1960), de plus en plus instruite (il y avait six à sept millions d'étudiants), de plus en plus contestataire mais aussi de plus en plus hédoniste, car née et élevée dans la société de consommation. Le tout dans une Amérique où les changements étaient de plus en plus rapides, donnant le tournis: concentrations industrielles, explosion des grandes métropoles, médiatisation de la culture...

L'Amérique, société du progrès tournée vers l'avenir, se débarrassa en quelques années d'une bonne partie de son héritage puritain<sup>1</sup> et fit relativement bon accueil aux contestataires, montrant même une étonnante capacité à les "récupérer" en quelques années. À vrai dire, ce type de phénomène avait déjà pu être observé dans les années 1950: le *rock'n'roll*, apparu en 1953 (avec Bill Haley, puis Elvis Presley), s'était transformé en quelques années en une musique de variétés inoffensive et sucrée, mais fort rentable pour l'industrie des médias, interpétée par de mignons jeunes gens bien coiffés ou, entre deux disques de chants de Noël, par un Elvis Presley assagi et ventripotent.

Les contestataires, enfants d'une société dont il était manifeste que la prospérité n'avait pas réussi à réduire les injustices, critiquaient les inégalités persistantes, les insuffisances de la protection sociale, les abus du capitalisme (surtout ceux du *big business*, notamment ceux du complexe militaro-industriel), l'obsession anticommuniste et les atteintes à la démocratie qu'elle justifiait, les impasses de la société d'abondance et de consommation, les insuffisances du système d'enseignement et son incapacité à régler les problèmes de fond de la société. Ce fut également dans les années 1960 que les thèmes écologistes devinrent populaires, en liaison étroite avec la contestation des abus des grandes entreprises; mais ils n'étaient pas encore centraux. À partir de 1965, l'année de l'envoi du contingent au Vietnam et des premiers bombardements sur le Nord, la contestation se focalisa sur le **rejet de la guerre du Vietnam**: la critique de l'impérialisme devint un thème essentiel des contestataires.

Il faut dire que cette guerre fut médiatisée comme jamais aucune autre avant elle: on a pu soutenir que l'**Amérique** ne l'**a** pas **perdue** sur le terrain mais **dans l'opinion**, c'est-à-dire (puisqu'elle se déroulait en-dehors du territoire national) **dans les médias**. Cinquante ans plus tôt, le bombardement des digues du fleuve Rouge n'eût dérangé personne; une chose est de lire des nouvelles dans les journaux, une autre de les voir: un cadavre, un enfant qui pleure, parlent davantage qu'un pamphlet. Il faut dire aussi que **c'était seulement la troisième guerre dans laquelle le contingent américain était engagé** (c'est-à-dire l'ensemble de la population, par familles et amis interposés), et la première sur laquelle il n'y avait pas consensus: le misérable nord-Vietnam n'était pas crédible en successeur de l'Allemagne hitlérienne et de l'U.R.S.S. dans le rôle de menace pour l'Amérique; les nord-Vietnamiens étaient parvenus à diffuser une image très positive de leur régime, faite d'austérité et de pureté révolutionnaire, alors que celui du sud-Vietnam, brutal et corrompu, faisait figure, à

---

<sup>1</sup> En 1952, la Cour Suprême avait affirmé le caractère anticonstitutionnel de toute censure pour sacrilège ou blasphème. En 1960, elle autorisa la diffusion de *L'amant de Lady Chatterley*. En 1962, elle interdit la prière dans les écoles publiques; en 1963, elle interdit la lecture en classe de passages de la Bible. Lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 1960, Kennedy s'était prononcé en faveur d'une séparation de la religion et de l'État. En 1966, le magazine *Time* titrait: *Dieu est-il mort?* Pourtant la religion joua un rôle important dans les années 1960... du côté de la contestation: King était un pasteur et Malcolm X était un imam.

juste titre, de repoussoir. Dans l'ambiance terrible de l'Amérique des années 1960 avec ses émeutes urbaines et ses meurtres racistes, il semblait plus pressant de dénoncer le capitalisme et l'impérialisme que de prêter attention à la "théorie des dominos" (voyez le chapitre 6). Le point de vue des contestataires était moral et social, non politique ni géopolitique. Tout ce qui contestait était leur sympathique; et puisque l'oncle Ho dénonçait tout ce qu'ils détestaient...

Mais, malgré une rhétorique souvent très gauchiste (c'était l'époque du tiers-mondisme marxiste triomphant), ces jeunes gens n'étaient pas réellement des révolutionnaires, et certainement pas des collectivistes; comme celle de mai 1968 en France, la révolte des étudiants américains était une révolte des enfants de la classe moyenne, et elle eut encore moins de répercussions sur un mouvement ouvrier moribond. Au contraire, on y retrouvait l'expression des valeurs américaines les plus traditionnelles, certes sous des formes propres à la période. L'hostilité à l'establishment et à la classe politique était aussi vieille que l'Amérique. La contestation des pouvoirs et l'anarchisme latent de l'Amérique se retrouvait dans les communautés hippies qui se multipliaient, notamment dans les Rocheuses et en Californie; les campus étaient aux mains d'une extrême-gauche libertaire et anarchisante, fondamentalement humaniste, aussi intéressée par Marcuse que par Marx et par Mao<sup>1</sup>, aussi éloignée que possible des "socialismes de caserne" au pouvoir dans le bloc de l'Est et en Chine<sup>2</sup>. Quant à la dimension moraliste et puritaine, elle était évidente dans la contestation de la guerre du Vietnam, contestation qui se faisait au nom de valeurs morales individuelles, non d'une vision léniniste de l'Histoire: la condamnation ne visait pas les fondements économiques et sociaux de l'Amérique, mais celle guerre sale et salissante, immorale, injustifiable, où l'Amérique foulait aux pieds les valeurs qu'elle proclamait et humiliait l'honneur de ses enfants, et qui semblait menacer la société américaine d'une militarisation et d'une "fascisation" plus ou moins rampantes.

Le mouvement de contestation commença à se structurer dans les universités à partir de 1962; c'est d'ailleurs un bien grand mot, l'organisation n'ayant jamais été son fort. Le mouvement des droits civiques servit de modèle. Une "nouvelle gauche", fort mal définie, se mit à organiser des défilés, des *sit-in*, des occupations d'universités. En septembre 1964, l'université de Berkeley s'enflamma sous l'influence d'un *Free Speech Movement*, né en réaction à l'interdiction sur le campus de toute propagande en faveur du mouvement des droits civiques. La crise dura jusqu'en janvier 1965; l'administration finit par céder. Puis la guerre du Vietnam, qui menaçait de toucher directement les étudiants (tout au moins les garçons), galvanisa la contestation. En 1965-1966, les protestations se multiplièrent contre les bombardements et l'envoi du contingent au Vietnam; en 1967, des manifestations contre le Pentagone tournèrent à l'émeute. La contestation ne cessait de se populariser et de se radicaliser à la fois, en partie sous la pression d'une médiatisation croissante qui poussait aux gestes spectaculaires, comme de brûler le drapeau américain ou d'arborer celui du Vietcong. À partir de 1966, les contestataires se mirent à exiger non plus des négociations, mais un retrait immédiat; la lutte contre la

---

<sup>1</sup> Le maoïsme des années 1960 en Occident était un courant libertaire! Ce qu'on retenait sur les campus de la Révolution culturelle, c'était la révolte des jeunes contre toutes les institutions.

<sup>2</sup> Une exception: Angela Davis, militante flamboyante de ce qui restait de P.C. américain; mais était-ce autre chose qu'une provocation? Née en 1944 à Birmingham, Angela Davis avait étudié la littérature française aux États-Unis et à Paris, puis la philosophie en Allemagne et en Californie; elle avait obtenu un poste universitaire en 1969, mais elle en fut expulsée avant d'avoir pu donner son premier cours. Ce fut surtout dans les années 1970 qu'elle devint une figure médiatique.

conscription s'organisa (il y eut plus de 500.000 cas d'insoumission, et 1.500.000 étudiants se firent réformer légalement).

Très vite, cette mouvance contestataire se dota de toute une contre-culture (le mot date de la fin de la décennie). Dans le domaine de la musique, essentiel pour cette génération née dans l'Amérique de la radio et des électrophones, il faut citer, pour le début de la décennie, Joan Baez et Bob Dylan (dont une chanson s'intitule significativement: *The times they are a-changing*); mais aussi Pete Seeger et le vétéran Woodie Guthrie<sup>1</sup>. Il s'agissait de musiques inspirées du folklore américain: ce fut l'âge d'or de la folk music. Puis, en 1964, les Beatles déboulèrent, à la suite d'une tournée triomphale; ce fut l'ère de la pop music, avec Otis Redding, Simon et Garfunkel, Janis Joplin, les *Who*, *Jeferson Airplane*, etc. Quant au rock'n'roll, il connut un deuxième souffle dans la seconde moitié des années 1960, dans des versions nettement plus contestataires (*The Rolling sSones*, Jimi Hendrix, etc.). Tous ces mouvements musicaux atteignirent leur apogée médiatique en 1969, au moment du célèbre festival de Woodstock, auquel un demi-million de personnes assistèrent; l'année suivante, celui d'Altamont Raceway, en Californie fut nettement moins pacifique, du fait notamment des exactions des *Hell's Angels*.

Les écrivains favoris de cette génération étaient Jack Kérouac (1922-1969), l'un des initiateurs du mouvement *beat* (*On the Road* date de 1957); Allen Ginsberg; Gary Snider; William Burroughs. Il y eut aussi toute une presse *underground* (*The Village voice*), et des *comics* "osés" (dont ceux de Robert Crumb). Les cinéastes se firent moins conformistes (ce fut l'époque de *Docteur Folamour*, de *Bonnie & Clyde*). Dans le domaine des sciences sociales, il faut citer la féministe Betty Friedan, dont je reparlerai plus bas; le philosophe Herbert Marcuse (*L'homme unidimensionnel* parut en 1964<sup>2</sup>); le psychanalyste Charles Reich; et, à la fin de la décennie, le Canadien Marshall McLuhan (1911-1980) qui avait finement analysé les bouleversements de la culture dans *Understanding media* (*La galaxie Gutemberg*, paru en 1962). On lisait aussi beaucoup les textes sacrés du bouddhisme, ou on faisait semblant; des gourous venus d'Inde eurent un énorme succès. L'hindouisme aussi fut enrôlé; le culte de Haré Krishna se développa à partir de 1966. Le Christ aussi fut enrôlé par la contre-culture, notamment par les mouvements pacifistes (rappelez-vous la comédie musicale *Jésus-Christ superstar*). Certains groupes de rock versèrent dans l'occultisme (*Grateful dead*).

Dans le domaine de l'habillement et des comportements quotidiens, la mode *hippie* faisait des ravages, méthodique contrepied de tous les conformismes de l'époque; en 1962 tout un quartier de San Francisco, celui d'Aight-Ashbury, se transforma en une espèce de grande communauté hippie, descendante directe des communautés utopiques du XIXe siècle<sup>3</sup>, jusqu'à ce que l'absence de règles et de normes ne débouchât sur une explosion de violence entre clans et de délinquance ordinaire (sur cette décadence du mouvement hippie, voyez *Easy Rider* de Peter Fonda, sorti en 1969; pensez aussi au meurtre rituel de l'actrice Sharon Tate par Charles Manson, membre d'une secte satanique, à Hollywood en 1969). Ce fut aussi la grande époque de Greenwich Village, à l'époque un quartier pauvre de New York. La consommation de drogue se généralisa sur les campus; Burroughs en faisait déjà l'éloge dans *Le festin nu*, paru en 1959 (à Paris). Ce fut notamment la grande vogue du L.S.D., et de la culture "psychédélique" qui lui était

---

<sup>1</sup> C'était un chanteur *country* qui depuis les années 1950 avait repris tout un répertoire de chansons populaires ouvrières: il avait chanté la crise, les *Okies* chassés de leurs terres et les vagabonds des chemins de fer, mais aussi les malheurs des travailleurs immigrés mexicains dans *Plane wreck at Los Gatos*: Il était mort en 1962, mais d'autres avaient repris son répertoire.

<sup>2</sup> Voyez le cours sur la France, au chapitre 16.

<sup>3</sup> C'est à ce quartier que fait allusion la chanson de Maxime le Forestier, *San Francisco*.

directement liée (le grand-prêtre en était Thimoty Leary, notamment dans *The Psychedelic Experience*, 1964 – rappelez-vous aussi la chanson des Beatles, *Lucy in the Sky with Diamonds*).

La **liberté sexuelle** fit d'énormes progrès (la "pilule" avait été autorisée en 1960; en 1965, la Cour Suprême avait affirmé le droit à la contraception). L'un des romans emblématiques de cette révolution fut *Lolita*, de Vladimir Nabokov, paru en 1958; en 1968, Hollywood renonça à son code de moralité en faveur d'un nouveau système où les films érotiques n'étaient plus interdits, mais signalés au public par la lettre "X". À la fin de la décennie, les interprètes de la comédie musicale *Hair* étaient nus sur scène; mais on était sans doute déjà dans l'ère de la récupération de la contre-culture par l'industrie culturelle.

En marge du mouvement étudiant, mais très lié à lui, il faut évoquer également le **mouvement féministe** (le *Woman's Lib*) En 1963, la sociologue **Betty Friedan**, tout juste sortie de Berkeley, publia un ouvrage qui fit beaucoup de bruit, *The Feminine Mystique* (*La femme mystifiée*), où elle dénonçait la discrimination qui persistait contre les femmes sous couvert d'égalité. Elle y dénonçait l'image machiste du "sexe faible", la construction par la société d'une image infériorisée de la femme; elle y comparait le mariage à « un confortable camp de concentration » et dénonçait le « chauvinisme mâle », appelant les hommes à participer aux tâches du ménage, et les femmes à abandonner leur "passivité" et à développer entre elles des liens de "sororité" (*sisterhood*, un mot formé sur *brotherhood*: fraternité) pour exprimer dans un langage commun une expérience jusque-là inhibée. Il y eut des compagnes contre la "sexploitation" publicitaire de la femme, contre l'élection de *Miss America*, des soutien-gorge brûlés en public... Les médias étaient aux anges! Il y eut des avancées légales, mais au départ pour des raisons assez conjoncturelles: en 1964, cherchant à rendre inapplicable la loi sur les droits civiques, les élus sudistes étendirent aux femmes le bénéfice des causes anti-discriminatoires introduites pour les Noirs. Deux ans plus tard, Betty Friedan et d'autres militantes fondèrent une *National Organization for Women* (N.O.W.), bientôt dépassée par d'autres organisations bien plus radicales: les très révolutionnaires *Radical Feminists*, et divers groupes lesbiens.

Dans le même ordre d'idées, en 1967 apparut un **Front de libération des homosexuels**; mais ce fut en 1971 que commença véritablement le mouvement de libération homosexuelle, lorsque des "émeutes de la dignité" éclatèrent à la suite d'une énième descente de police "musclée" dans le quartier homosexuel de San Francisco: elles ont gardé le nom d'"émeutes du Stonewall", du nom de la discothèque où elles commencèrent<sup>1</sup>.

L'année **1968** sembla marquer l'entrée des États-Unis dans une ère de violence de masse: les assassinats du pasteur King (en avril) et de Bob Kennedy (en juin), des émeutes dans les grandes villes, notamment durant la convention démocrate à Chicago, de nouvelles poussées de violence dans les universités (notamment à Columbia), etc. En réaction, l'extrême-droite cherchait à son tour à se structurer: il apparut une *John Birch Society*. Bref, **le retour au pouvoir des démocrates**, qui avait commencé dans l'euphorie, **s'acheva dans la désillusion, l'amertume et l'inquiétude**. Un sénateur qualifia les États-Unis de "société malade"; au début 1968, Nixon, candidat républicain aux présidentielles de novembre, parla d'une « crise spirituelle ». La contestation semblait ronger le pays de l'intérieur; la guerre du Vietnam remettait en cause la puissance de l'Amérique, incapable d'imposer raison à quelques communistes pouilleux à bicyclette (du reste, à côté des pacifistes, il y avait aussi ceux, très nombreux, qui stigmatisaient la faiblesse du Président, incapable d'en finir une bonne fois pour toutes avec l'oncle Ho). Pourtant, **tout était loin d'être noir**

---

<sup>1</sup> Voyez les dernières pages du roman d'Edmund White: *La tendresse sous la peau*, paru en 1988.

dans l'Amérique des années 1960: l'expansion économique continuait; le nombre de chômeurs diminuait, tout comme celui des pauvres; le revenu disponible moyen augmenta de 3% par an de 1965 à 1972. Les programmes sociaux votés au début de la présidence de Johnson avaient transformé la vie des plus démunis; la ségrégation avait décisivement reculé.

## V-Les années 1968-1980: l'Amérique en déclin?

### A) Les désastreuses présidences de Nixon (1969-1974).

Johnson, trop impopulaire, ayant décidé de ne pas se représenter, et les démocrates se trouvant privés de leur candidat "naturel" par l'assassinat de Robert Kennedy, le vice-président H. H. Humphrey affronta le républicain Richard Nixon. Celui-ci promit une issue honorable au conflit du Vietnam, une politique plus énergique envers la criminalité, et de lutter contre l'inflation. Il s'entoura de conseillers issus de l'immigration du début du siècle, de Juifs notamment; son vice-président était l'Helléno-Américain Spiro Agnew. Il l'emporta de justesse par 31.800.000 voix contre 31.200.000 pour le candidat démocrate, tandis que le gouverneur réactionnaire et raciste de l'Alabama, George Wallace, en rassemblait près de dix millions (soit 13,5%, le score le plus important jamais atteint par un candidat indépendant depuis 44 ans), au nom de l'hostilité au mouvement des droits civiques, mais aussi du "retour à la loi et à l'ordre", ce qui valut à sa candidature de dépasser nettement les frontières du vieux Sud<sup>1</sup>. Élu avec 43,4% des voix dans un contexte de faible participation, Nixon risquait d'être un Président faible: de plus, pour la première fois depuis 1948, le parti du Président n'avait la majorité dans aucune des deux chambres du Congrès.

Victoire de la "majorité silencieuse" contre les extrémistes, comme Nixon le déclara en novembre 1969, ou "retour de bâton" comme le craignaient les contestataires? En tout cas, cette élection laborieuse ne permit pas de fermer le cycle des crises et des désordres; au contraire, elle ouvrit une période de douze ans durant laquelle l'Amérique parut désemparée à l'extérieur, tandis qu'à l'intérieur le système politique semblait décrédibilisé par le scandale du Watergate et ses séquelles. Successivement, un Président dut démissionner pour la première fois dans l'Histoire des États-Unis, puis ses deux successeurs ne parvinrent pas à se faire réélire, pour la première fois depuis Hoover en 1932. En 1980, au moment de la défaite de Jimmy Carter face à Ronald Reagan, l'Amérique paraissait un pays en déclin; le sentiment en était assez répandu dans la population pour que le slogan de campagne de Reagan ait été: *America is back* – un vœu, pas un constat!

Richard Nixon (1913-1994) fut pourtant l'un des Présidents les plus intelligents que l'Amérique ait jamais eus, mais aussi l'un des moins scrupuleux. Né en 1913 dans un faubourg de Los Angeles, dans une famille de niveau social modeste (il ne parvint jamais à s'intégrer à l'*establishment* de l'Est), il avait étudié le droit; doté d'une énergie impressionnante, fort pragmatique sauf en matière d'anticommunisme, il devint représentant

---

<sup>1</sup> Wallace (1919-1998) était né dans l'Alabama rural, dans la classe moyenne blanche, c'est-à-dire le milieu le plus ségrégationniste, car c'était celui qui avait le plus à craindre de l'émergence d'une classe moyenne noire. Il fut quatre fois gouverneur de l'Alabama, représentant, juge; il plaça toujours sa lutte contre l'émancipation des Noirs dans le cadre d'une lutte plus globale contre les empiètements de Washington dans les affaires des États. Dans les années 1960, il devint le symbole national de l'opposition au mouvement des droits civiques, ce qui lui valut, en 1972, d'être victime d'un attentat qui le laissa hémiplégique et paralysé des membres inférieurs, mais sa carrière politique locale continua. En 1982, il se décida à adjurer publiquement la doctrine ségrégationniste.

de la Californie, puis, grâce à Checkers, vice-Président à quarante ans; mais ses ambitions présidentielles se brisèrent sur le charisme de Kennedy. Sa carrière paraissait terminée: en 1962, il échoua à l'élection gouvernementale de Californie; il devint avocat à New York. La victoire de 1968 récompensa son agressivité, sa persévérance; cette carrière difficile, cette victoire tardive et à l'arraché se traduisirent par un style très autoritaire, presque monarchique.

Pas plus qu'Eisenhower, Nixon ne se plaça en rupture totale avec les Présidents démocrates qui l'avaient précédé; de toute façon, avec un Congrès entièrement dominé par les démocrates, il ne l'eût pas pu. Durant la campagne il avait promis un "nouveau fédéralisme", c'est-à-dire moins d'interventions de Washington dans les affaires locales. Ces promesses ne furent guère suivies d'effets: le budget fédéral augmenta de 50%, en grande partie du fait de la mise en application progressive des lois *medicare* et *medicaid*, complétées par un certain nombre d'autres mesures, certes plus modestes que celles de Johnson: en matière sociale (en 1972 il y eut une hausse des prestations et indexation sur la hausse des prix) mais aussi en matière d'hygiène, de protection des consommateurs, d'environnement (une nouvelle agence, l'*Environmental Protection Agency*, apparut en 1970), etc. De ce fait, les dépenses sociales augmentèrent plus vite que dans les années 1960; en 1974 elles représentaient 40% des dépenses fédérales, plus que les dépenses militaires. Les dépenses fédérales pour le logement augmentaient également plus vite que jamais.

De même, alors que durant la campagne le candidat Nixon avait promis un retour au respect des lois du marché, une fois élu il appliqua les vieilles recettes keynésiennes (le *stop and go*, le *deficit spending*). Mais à partir de 1969, l'Amérique commença à entrer dans la stagflation, c'est-à-dire un ralentissement de l'activité économique allant de pair avec une montée de l'inflation. C'était l'effet conjugué de l'explosion des dépenses militaires dans les années 1960 (elles représentaient 9% du P.I.B. en 1968), de l'augmentation des dépenses sociales et du refus de dévaluer le dollar, ce qui impliquait notamment le maintien de taux d'intérêt élevés. Les méthodes de gestion éprouvées depuis 1945, trop timorées et à trop court terme, n'avaient plus d'effets sur une économie qui s'essouffait. En 1971, les difficultés s'accumulèrent: pour la première fois depuis 1893, la balance commerciale des États-Unis fut en déficit, signe que les entreprises américaines étaient en train de perdre de leur compétitivité. Le 15 août 1971, Nixon décida de suspendre la convertibilité du dollar, portant ainsi un coup mortel au système monétaire issu des accords de Bretton Woods. Le dollar flotta à la baisse, ce qui était l'équivalent d'une dévaluation. Il y eut une surtaxe de 10% sur toutes les importations. Il fallut également bloquer les prix et les salaires pour trois mois: une nouvelle intervention de l'État fédéral dans l'économie.

En revanche, les mesures en faveur des Noirs marquèrent le pas: les lois existantes furent appliquées avec laxisme. Nixon était hostile au *busing* (de plus en plus impopulaire, y compris d'ailleurs chez les Noirs; mais la Cour suprême en réaffirma la constitutionnalité en 1971), en partie parce qu'il tentait de récupérer les voix des Blancs du Sud. Cette attitude, où beaucoup ressentirent un machavélisme dangereux en pareille matière, lui valut de nombreuses critiques. Cependant la déségrégation avançait à pas de géant: en 1970, 6% seulement des écoliers du Sud allaient encore dans des classes ségréguées. De manière générale, Nixon afficha des positions beaucoup plus conservatrices que Johnson sur des thèmes comme le patriotisme, l'hostilité à la pornographie, à la drogue, à la criminalité... Il tentait de jouer l'Amérique "profonde" contre celle des contestataires.

Malgré ses efforts désespérés pour sortir l'Amérique du borborygme vietnamien (et l'arrêt de la conscription en juin 1973), l'agitation continuait: en mai 1970, à la suite de l'intervention au Cambodge, des incidents sur un campus de l'Ohio se soldèrent par la mort de quatre étudiants. En 1971, ce fut la révélation du massacre de My Lai, qui fit scandale; c'est de 1972, l'année du retrait du contingent américain du sud-Vietnam, que date la diffusion de la fameuse photo de la petite fille nue, le dos en flammes, fuyant les bombardements. Dans les années suivantes les

universités se calmèrent un peu avec la fin de l'incorporation des jeunes au Vietnam; les quartiers noirs aussi, en partie grâce aux effets positifs de la législation sociale, et aussi parce que la déségrégation entraînait dans les faits; mais le rejet du système restait très fort, notamment dans la jeunesse et dans les milieux intellectuels.

Pourtant Nixon remporta haut la main les présidentielles de 1972 (il rassembla 61% des voix et obtint la majorité des grands électeurs dans tous les États sauf le Massachusetts et le district de Columbia), grâce aux effets positifs des mesures économiques prises à l'été 1971, mais aussi parce que les démocrates avaient choisi pour l'affronter un homme beaucoup trop marqué à gauche, George McGovern: l'Amérique profonde ne partageait pas la révolte des campus et s'inquiétait de plus en plus de l'activisme des "minorités"... Mais les démocrates conservaient la majorité aux deux chambres: ils ne firent aucun cadeau à Nixon lorsque celui-ci fut en difficulté.

Au lendemain de l'élection, la popularité de Nixon atteignait des sommets (67%); cependant, la conjoncture économique se dégrada assez vite: il fallut rétablir le blocage des prix et des salaires, laisser à nouveau le dollar perdre de sa valeur sur les marchés des changes. À la fin de l'année ce fut le premier choc pétrolier, et en 1974 l'Amérique entra en récession; l'inflation atteignit les 11%. Les relations entre l'exécutif et le Congrès étaient de plus en plus mauvaises.

Surtout, une tempête inattendue se leva: ce fut la fameuse affaire du Watergate. Un incident mineur en apparence avait marqué la campagne présidentielle: en juin 1972, des cambrioleurs déguisés en plombiers avaient été surpris dans les bureaux du comité national de campagne démocrate, dans l'immeuble du Watergate, près du Potomac à Washington. L'enquête révéla vite que ces hommes étaient en relation avec le Comité général pour la Réélection de Nixon. Celui-ci était si exaspéré des multiples "fuites" dont certaines de ses initiatives diplomatiques avaient fait l'objet, qu'il avait lancé toute une série d'écoutes pour identifier les hommes acharnés à sa perte, voire d'éventuels subversifs dont on aurait retrouvé la main dans les violences urbaines de l'époque (les assassinats inexplicables de policiers se multipliaient: n'était-ce pas un complot?). Ces méthodes étaient illégales; mais cela ne dérangeait pas "Dick le roué", qui vivait depuis le début de sa carrière dans l'ambiance des coups bas de la guerre froide, et avait dû la vice-présidence, en 1960, au soutien occulte de milliardaires californiens.

En février 1973, le Sénat créa une commission d'enquête, tandis que la presse, notamment le Washington Post, s'emparait de l'affaire et lui donnait une ampleur inédite, attaquant avec une extrême violence un Président de plus en plus impopulaire. C'était en partie pour se venger d'avoir été tenue en lisière: Nixon, qui détestait ne pas contrôler une situation et n'avait pas du tout apprécié la manière dont les journaux rendaient compte de la guerre du Vietnam, avait beaucoup réduit le nombre de ses conférences de presse au bénéfice d'allocutions télévisées où il s'adressait directement à la population, par-dessus la tête des médias écrits.

En elle-même, l'affaire était mineure; d'autres chefs d'État ont fait bien pire, Mitterrand notamment dans les années 1980. Mais l'Amérique d'après la libération des mœurs est restée un pays puritain dans sa conception du pouvoir: l'idée d'un nécessaire cynisme de l'action politique ne l'effleure pas, en ses hommes publics elle n'apprécie pas les "artistes" mais les hommes de conviction et de devoir; elle en exige un comportement irréprochable tant public que privé (qu'ils ne mentent pas, mais aussi qu'ils soient honnêtes et qu'ils ne trompent pas leur femme: dans les années 1990 Bill Clinton a eu de gros ennuis pour ces deux dernières raisons). Or Nixon mentit abondamment pour étouffer l'affaire, fit preuve d'une sidérante arrogance; triomphalement réélu quelques mois auparavant, il avait de plus en plus tendance à confondre les intérêts de sa propre personne avec ceux de l'Amérique, et les attaques avec une vengeance de

l'*establishment* de la côte est, qui l'avait toujours détesté et dont il pensait avoir enfin triomphé.

Puis, face aux attaques de plus en plus vives, il s'enferma en mentant pour couvrir de précédents mensonges, renvoya le procureur spécial qu'il avait lui-même nommé pour faire la lumière (en octobre 1973), se sépara de son vice-Président, de son ministre de la Justice... Par ces initiatives brouillonnes et contradictoires il ne fit que mettre à mal sa crédibilité, et provoquer un intérêt croissant du public pour une affaire au départ assez confidentielle: toute la presse relayait le *Washington Post* dans sa recherche de la vérité. L'étouffement se resserra lorsqu'un des inculpés du cambriolage accepta de témoigner (en mars 1973), lorsque l'un des anciens conseillers du Président fit à son tour des révélations, puis lorsque commencèrent les auditions télévisées de la commission parlementaire d'enquête (au printemps 1974). À cette occasion, le public apprit qu'il existait des bandes magnétiques où étaient enregistrées les conversations du Président (elles étaient postérieures à l'affaire, mais portaient entre autres sur les tentatives de Nixon pour l'étouffer<sup>1</sup>). Après avoir refusé de les livrer au nom d'un prétendu "privilège de l'Exécutif", le 5 août 1974, sur l'injonction de la Cour suprême, Nixon dut les remettre à la Chambre, laquelle fin juillet avait engagé une procédure judiciaire d'*impeachment* (de destitution), motivée par les tentatives du Président pour étouffer l'affaire. La destitution semblant désormais inévitable, ou tout au moins un blocage complet des institutions, **Nixon démissionna le 9 août 1974**. C'était la première fois qu'un Président devait renoncer à ses fonctions de son vivant.

La crise du Watergate a été à la fois **une crise grave du système électoral et partisan, de la légitimité de la classe politique** (la corruption, le poids de l'argent dans la vie politique américaine, l'absence de scrupules des gouvernants étaient devenus évidents) et une (ré)affirmation réussie du rôle de la presse dans la démocratie. Deux journalistes, dignes descendants des *muckrakers* des années 1900, ont fini par l'emporter sur l'ensemble du "système", car les principes étaient de leur côté. **Le Watergate renforça énormément le prestige de la presse**, qui pour quelques années devint un véritable "quatrième pouvoir"; **mais aussi celui du Congrès**, que Nixon avait tenté de faire plier sans succès. C'était la fin de la "présidence impériale", déjà mise à mal par les erreurs commises au Vietnam. Mais dans l'opinion le traumatisme était profond.

Tout s'était passé dans le respect le plus scrupuleux des formes démocratiques. Nixon ne tenta aucun coup d'État (il n'y a en Amérique aucune force disposée à renverser la démocratie), et n'envisagea jamais de se maintenir à la Présidence à partir du moment où il était évident qu'il avait violé les principes de la démocratie américaine<sup>2</sup>.

## **B) Le creux de la vague: les présidences Ford et Carter.**

Ce n'était pas le président **Gerald Ford**<sup>3</sup> qui risquait de rendre son lustre à la Présidence. Ce fut, et c'est toujours le seul président des

---

<sup>1</sup> On ne sait pas très bien pourquoi Nixon ne les avait pas fait détruire: excès d'optimisme?

<sup>2</sup> Contrairement à Checkers, Nixon ne fut pas piqué. Dans les années 1980, il entama une nouvelle carrière d'expert international et d'ambassadeur officieux de l'Amérique, et, le temps aidant, il sut regagner sinon l'affection, du moins le respect de ses compatriotes. Les deux présidences calamiteuses qui suivirent la sienne firent beaucoup pour restaurer son image, par contraste.

<sup>3</sup> Il était né, dans le Nebraska sous le nom de Leslie King; son père adoptif lui avait transmis son nom et son prénom.

États-Unis à n'avoir jamais été élu au suffrage universel, même à la seconde place d'un "ticket" présidentiel: il avait été désigné en octobre 1973 par Nixon, en accord avec le Congrès, à la suite de la destitution pour corruption du vice-président élu en 1968 et réélu en 1972, Spiro Agnew. Ce n'était pas un aigle: déjà, à l'université du Michigan, il s'était distingué essentiellement comme vedette de l'équipe de football américain; puis il avait payé ses études à Yale en entraînant l'équipe universitaire. Représentant du Michigan depuis 1948, leader de la minorité au Congrès depuis 1965, il appartenait à l'aile conservatrice, mais non raciste, du parti républicain. Il consacra l'essentiel de son mandat à se casser la figure des tribunes, passerelles et échelles d'avion où il se risquait: une image terrible en ces temps de médiatisation et de curée anti-présidentielle.

Un mois après sa prise de fonctions, il accorda un maladroit "pardon présidentiel" à Nixon, ce qui eut pour effet d'arrêter les poursuites pénales, mais scandalisa l'Amérique. En conflit permanent avec le Congrès à majorité démocrate, il fut incapable d'agir contre la crise économique qui touchait l'Amérique de plein fouet depuis le début 1974 et que le Watergate avait fait passer au second plan, en particulier d'élaborer une politique énergétique. Le taux de chômage passa de 5,6% en 1974 à 8% en 1975; l'inflation demeurait relativement élevée (6% en 1976), le déficit budgétaire se creusait. Il s'agissait d'évolutions inquiétantes à long terme: il était décidément impossible de mener de front la guerre froide, la recherche de la justice sociale, la sauvegarde de la stabilité monétaire et la gestion de l'ouverture croissante des marchés, même en laissant le dollar se dévaluer: les années 1970 marquèrent en réalité l'échec du rêve des Présidents démocrates des années 1960. La dégradation des comptes extérieurs n'était que la traduction de la dégradation d'une économie à qui l'on avait demandé un gros effort tout en donnant la priorité à l'emploi et à la consommation, et qui devait affronter le ressurgissement de l'Europe et du Japon sur la scène économique mondiale. L'Amérique gardait des atouts, notamment de l'avance (même si elle se réduisait) en matière de compétitivité économique; mais l'opinion ne voyait que les signes de déclin, sans comprendre que ce n'était qu'un retour à la normale après une parenthèse exceptionnelle, ces trente ans où l'Amérique avait été la seule grande puissance du monde non communiste.

Ce fut aussi l'époque où l'U.R.S.S. commença à avancer ses pions un peu partout dans le tiers-monde; certes Brejnev n'était guère plus fringant que Ford, mais le dynamisme retrouvé du camp communiste contrastait cruellement avec une Amérique plus impuissante que jamais. En avril 1975, la chute de Saïgon consacra la première défaite militaire de l'Amérique. Enfin, avec la crise pétrolière l'Amérique semblait avoir perdu la maîtrise des ses approvisionnements stratégiques: une ère ouverte en 1945, celle de la toute-puissance, s'achevait; l'ère des questionnements et des remises en cause commençait.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que Ford ait été battu à la présidentielle de 1976 – avec 2% d'écart seulement. Le candidat des démocrates, Jimmy (James Earl) Carter (né en 1924) était un sudiste, issu d'une vieille famille de fermiers aisés de Georgie, nettement plus libéraux que la plupart des Blancs de ces régions. Il s'engagea dans la marine et participa notamment à l'aventure des premiers sous-marins nucléaires à la fin des années 1940; puis, à la mort de son père en 1953, il reprit l'exploitation agricole familiale et devint un dynamique et prospère producteur de cacahuètes, typique d'un Sud en pleine modernisation mais que l'establishment du Nord-Est s'obstinait à mépriser encore plus que la Californie. Représentant de 1962 à 1966, puis gouverneur de la Georgie depuis 1970, il avait fait entrer la déségrégation dans les mœurs, nommant de nombreux Noirs à des postes de responsabilité et faisant accrocher un portrait de Martin Luther King dans son bureau; il fut un travailleur acharné, et un Président honnête. De confession baptiste, frère de l'une des prédicatrices baptistes les plus connues du pays, *born again* (c'est-à-dire qu'il avait expérimenté une "nouvelle naissance dans le Christ" à

l'âge adulte, dans les années 1960), M. Carter est un homme très croyant; tant durant la campagne électorale de 1976 qu'à la Présidence, ses discours prenaient parfois l'aspect d'un prêche.

Bref, cet homme qui pensait que la tâche de la politique était d'« instaurer la justice dans un monde vivant dans le péché » avait tout pour plaire à l'Amérique des années 1970, lasse des figures présidentielles flamboyantes qui ne lui avaient apporté que des ennuis, assoiffée d'honnêteté, de morale, et, peut-être, d'"avancées" en matière sociale et de mœurs – encore que ce dernier point est douteux: la déconfiture de Nixon et de Ford, deux hommes très conservateurs en ces domaines, profita sur le moment à toutes les mouvances contestatrices, mais au fond la population restait conservatrice en de nombreux domaines, et inquiète des désordres.

Mais Jimmy Carter était assez marginal dans son propre parti (ce n'était pas un boss régional, ni une figure du Congrès). Cela lui servit au début: à peu près inconnu de l'opinion qui ne l'assimilait pas à l'*establishment* de Washington, il fut élu grâce au désarroi et à la méfiance générale envers les politiciens; mais très vite il eut du mal à contrôler sa propre majorité, pourtant confortable, et même son administration, et à freiner la surenchère populiste de certaines factions démocrates. Personnage affable, sympathique et plein de bonnes intentions (mais assez arrogant, car persuadé d'avoir été "élu" au sens religieux du terme), point idiot, très conscient de la dégradation interne et externe de l'image de son pays, mais exécration politicien, dépourvu de programme et de vision claire pour son pays, affligé d'une tendance à se perdre dans les détails des dossiers, il a gardé l'image d'un homme hésitant, accumulant les décisions contradictoires, incohérentes et mal présentées à l'opinion; bref, il fut un Président faible et son mandat, le manque de chance aidant (il eût gardé une image plus positive dans une période un tant soit peu plus calme!), fut un vrai cauchemar pour les États-Unis, notamment sur le plan extérieur (la pire humiliation fut sans doute la "crise des otages" de Téhéran, qui dura plus d'un an et s'acheva le jour même de la prise de fonctions de Ronald Reagan). On ne lui pardonna pas non plus de passer son temps à s'excuser des péchés passés de l'Amérique, et de donner la priorité à la morale et aux droits de l'homme en politique extérieure à l'heure où le communisme progressait dans le monde entier.

Il ne sut pas trouver des solutions nouvelles pour combattre la crise économique qui s'aggravait; il faut dire que son entourage était formé de démocrates de l'âge de Kennedy et de Johnson, incapables de comprendre que la gestion keynésienne de l'économie avait fait son temps avec la fin de la haute croissance. Il parvint à obtenir la création d'un ministère de l'Énergie; mais il ne parvint pas à prendre des mesures concrètes. Ainsi en 1977, il fit passer un "plan pour l'énergie", destiné avant tout à lutter contre les gaspillages, mais ce fut un échec complet: les Américains ne tinrent aucun compte de ses objurgations moralisantes. Les impôts pesaient lourd sur les classes moyennes, de plus en plus lassés des sacrifices imposés dont elles ne voyaient plus le but, à présent que les ghettos s'étaient calmés. L'inflation dérapa. Pourtant cette période fut moins noire que celle qui précédait: les créations d'emploi reprurent, la croissance aussi quoiqu'à un rythme plus lent que dans les années 1960... tout au moins jusqu'au second choc pétrolier, qui, pour le malheur de M. Carter, coïncida avec la campagne électorale de 1980.

En revanche, il renoua avec le libéralisme des présidents démocrates des années 1960. Il nomma deux femmes à son cabinet. Il parvint à obtenir la création d'un département de l'éducation, c'est-à-dire que l'État fédéral affirmait sa vocation à intervenir dans ce secteur également de la société, comme en Europe continentale. Les coupons d'alimentation pour les plus pauvres, jusque-là vendus, devinrent gratuits à partir de 1977. Mais beaucoup d'autres projets échouèrent; par ailleurs Jimmy Carter, inquiet de la dérive du déficit budgétaire et des comptes sociaux, bloqua les dépenses sociales; de ce fait elles diminuèrent en termes réels (de 11% du P.I.B. en 1976 à 10% en 1980).

96% des Noirs avaient voté pour Jimmy Carter (ce qui permit aux démocrates de retrouver la majorité dans tout le vieux Sud, à l'exception de la Virginie): ce fut le Président le plus favorable aux Noirs. Il nomma un Noir ambassadeur à l'O.N.U., puis deux ministres noirs; il multiplia les rencontres avec des activistes noirs et reçut même le chef de la Nation de l'Islam à la Maison blanche en 1978, en compagnie d'autres personnalités noires; il relança l'affirmative action. Le mouvement noir s'institutionnalisait: on assista à la constitution d'un intergroupe noir au Congrès en 1970 – fort de 17 membres au départ –, et des "conventions noires" commencèrent à se tenir à intervalles plus ou moins réguliers à partir de 1972, rassemblant élus fédéraux et locaux et responsables associatifs noirs. De nouvelles villes élurent des maires noirs: ce fut le cas d'Atlanta en 1973 (la nouvelle municipalité inaugura la pratique d'accorder des avantages aux entreprises "noires" pour l'obtention de contrats municipaux, une pratique aujourd'hui aussi conflictuelle que les quotas), de Détroit, de la Nouvelle-Orléans, puis, symbole majeur, celui de Washington en 1983. Le nombre de Noirs élus à des postes locaux augmenta beaucoup. En 1984, 15% des délégués à la convention démocrate étaient des Noirs – mais 3% seulement des délégués à la convention républicaine. Un bon tiers des Noirs avaient intégré les classes moyennes. Les grands médias modifièrent décisivement l'image qu'ils donnaient du Noir, notamment la télévision avec le feuilleton *Racines*, diffusé pour la première fois en 1978-1979<sup>1</sup>: c'est le récit de la vie d'une famille noire depuis la capture en Afrique de son fondateur, Kunta Kinté, jusqu'à l'époque contemporaine.

Mais le mouvement noir était extrêmement divers et divisé. À la mort d'Elijah Muhammad en 1975, Louis Farrakhan devint la figure dominante de la Nation de l'Islam, dont le discours demeurait tout aussi radical; elle développa tout un *black business* (des boulangeries, des exploitations agricoles...). En revanche les *Black Panthers* s'étaient dissoutes en 1977, après une série de conflits internes<sup>2</sup>. Il demeurait des débris de certains de ces groupes, comme le Front noir de Libération, qui s'était essayé à la guérilla urbaine à la fin des années 1960, mais désormais leur violence desservait le mouvement. Jesse Jackson, à la tête du P.U.S.H. (*People United to Save Humanity*), issu d'une scission du S.C.L.C., tenait pour un communautarisme modéré, non séparatiste; mais son antisémitisme lui attira des ennuis en 1979. D'autres tenaient toujours pour le retour à l'Afrique ou du moins à ses traditions, comme un certain Malauna Karenga qui émaillait ses discours de mots swahili, « langue non tribale d'autodétermination ». Quant à Angela Davis, les années 1970 furent sa grande époque; toujours communiste, elle se consacrait à la critique du système carcéral américain (en 1970 plus de la moitié des détenus étaient noirs; les révoltes de prisonniers se multiplièrent dans les années 1970).

Dans le domaine des modes de vie, ce fut la grande époque des rastas, à l'origine une dénomination protestante née en Jamaïque, et qui prônait le retour en Afrique – c'était déjà de la Jamaïque qu'était venu Marcus Garvey. À vrai dire, la vague rasta devait beaucoup à la popularité du *reggae*, une vieille musique des Antilles modernisée et remise au goût du

---

<sup>1</sup> Le roman dont ce feuilleton est tiré est paru en 1977.

<sup>2</sup> Au début des années 1970, Carmichael s'était exilé dans la Guinée de Sékou Touré; le Ghana, qu'il avait beaucoup admiré à l'époque de Kwame Nkrumah (lui-même avait pris le nom africain de Kwame Ture), n'était plus assez radical à cette date. Il tenta de faire revivre le Parti révolutionnaire populaire panafricain de Nkrumah, mais il échoua complètement: pour les Africains, ce n'était qu'un Américain qui ne comprenait rien à leurs problèmes. Personnage pathétique, habillé de *battle-dress* et toujours portant un pistolet, répondant aux appels téléphoniques par un martial "toujours prêt pour la Révolution!" mais terré dans une résidence luxueuse (relativement) des faubourgs de Konakry, il sombra dans l'alcoolisme aussi inexorablement que dans l'antisémitisme le plus détestable, et mourut en novembre 1998, à l'âge de 57 ans seulement.

jour dans les années 1970 par **Bob Marley**, un rasta, décédé prématurément en 1981. Le *look* caractéristique des rastas se popularisa dans les grandes villes américaines, avec un peu de retard par rapport à la Grande-Bretagne. La vie culturelle noire était vivace: en 1979 il y avait plus de 350 journaux noirs, dont deux quotidiens (à Atlanta et à Chicago). Parmi les figures de la littérature noire de l'époque, il faut évoquer, outre Ralph Ellison qui continuait d'écrire, la figure attachante de **Toni Morrison** (prix Nobel 1993), dont l'œuvre la plus déchirante est *Beloved* (parue en 1988, donc après la fin de votre programme), l'histoire d'une maison et d'une famille hantées par le fantôme d'un bébé égorgé par sa mère, juste avant l'Émancipation, pour qu'elle ne vécût pas la même vie qu'elle. Dans les années 1970, Toni Morrison publia notamment *The bluest Eye* et *Song of Solomon*.

Les **tensions** continuaient. L'*affirmative action* était contestée<sup>1</sup>. Le *busing* était au centre de batailles homériques (notamment en 1974 à Boston, ville aux élites progressistes mais très ségréguée, où un boycott organisé par les parents blancs tourna à l'émeute)... tandis que les programmes sociaux étaient victimes de la crise, que le chômage touchait particulièrement les Noirs; tandis que les autres communautés, touchées elles aussi, étaient de plus en plus réticentes aux avantages concédés dans les années 1960 à cette minorité remuante et, pour beaucoup d'Américains, plus prompte à se plaindre qu'à travailler: une image discrète et présentée en des termes acceptables en cette fin du XXe siècle (par exemple par le biais d'une critique, justifiée, des excès de l'aide sociale), mais prégnante, et dont la continuité est facile à établir avec celle, très ancienne, du Nègre indolent et sensuel qui n'eût rien fait sans le fouet du maître. En mai 1980, de nouvelles émeutes raciales eurent lieu à Miami où il y avait de fortes tensions avec les Hispano-Américains: il y eut dix-sept morts, dont dix Noirs.

### **C) Le malaise de l'Amérique et la victoire de Ronald Reagan.**

---

<sup>1</sup> Le débat n'est pas clos en cette fin de siècle, c'est le moins qu'on puisse dire. Parmi les principaux arguments contre l'*affirmative action*, on trouve les suivants: que vaut un diplôme dont on sait qu'il doit beaucoup à la couleur de peau de celui qui l'a obtenu, et la faible qualité de ces diplômes obtenus par les membres des "minorités" ne risque-t-elle pas de freiner leur embauche après la fin de leurs études? (En 1997, plusieurs universités ont mis fin aux quotas en faveur des Noirs et des Hispaniques). Est-il juste et conforme à la Loi fondamentale d'établir des quotas sur des critères raciaux, même inversés par rapport à ceux en vogue avant les années 1960? (Toujours en 1997, un procès a été intenté à l'État par une institutrice renvoyée de son école, qui avait engagé une Noire à sa place pour respecter les quotas, mis à mal par un départ à la retraite). N'y a-t-il pas un risque de voir les différentes communautés s'enfermer dans leurs avantages acquis et ne pas chercher à s'intégrer? De provoquer un "retour de bâton" de la part des "majoritaires" excédés? Les problèmes ne sont-ils pas davantage sociaux que raciaux, et les quotas n'avantagent-ils pas essentiellement la bourgeoisie noire et hispanique, et aussi les communautés qui s'intègrent le mieux comme, depuis les années 1980, les Asiatiques? Ce à quoi les partisans de l'*affirmative action* répliquent que les discriminations raciales existent, et que la pauvreté des Noirs par exemple en est largement une conséquence: on ne peut pas faire l'impasse sur ce fait qu'en Amérique, société socialement très mobile mais "racialement" très figée, la couleur de peau compte plus que l'origine sociale. Et que les injustices qui ont donné lieu à la politique de discrimination positive ne demandent qu'à reprendre. Effectivement, dans les universités qui ont renoncé aux quotas à la rentrée 1997, le nombre d'étudiants noirs et hispaniques s'est effondré d'un coup; or mieux vaut sans doute un diplôme médiocre que pas de diplôme du tout, pour un début d'insertion...

À la fin des années 1970, l'Amérique était en proie à un profond malaise. Elle semblait en déclin à l'extérieur (voyez le chapitre 6), et son économie semblait de moins en moins dynamique (voyez le chapitre 5). La politique sociale piétinait, l'enseignement était en crise permanente. Le système politique était contesté; de moins en moins d'Américains se réclamaient de l'un des deux grands partis (63% en 1976 contre 80% en 1940, selon des sondages – avec une majorité des deux tiers en faveur des démocrates). L'abstention était plus préoccupante que jamais (elle atteignit de nouveau les 47% aux présidentielles de 1980), alors même que les campagnes étaient de plus en plus médiatisées, de plus en plus longues et de plus en plus coûteuses.

Face à ce malaise, au pessimisme montant, au sentiment répandu que l'Amérique était en grande difficulté, certains disaient qu'il fallait un vrai *leadership* et des solutions radicales. La droite du parti républicain s'était renforcée, depuis 1975, autour de Ronald Wilson Reagan. C'était un homme déjà âgé: il était né en 1911 dans l'Illinois rural, d'un père catholique d'origine irlandaise et d'une mère protestante, dont il adopta rapidement la religion. Il ne fit que de très brèves études supérieures; il devint reporter et *speaker* à la radio, puis acteur à partir de 1937; il tourna cinquante-trois films, pour la plupart des séries B. Puis, dans les années 1950, il se tourna vers la télévision, comme présentateur. Divorcé, il se remaria au début des années 1950 avec une autre actrice, Nancy Davis. Le cinéma fit sa fortune; surtout, très vite, il devint l'une des figures du syndicat national des acteurs – nous l'avons vu apparaître au moment du maccarthysme. Il adhéra au parti républicain en 1962, appuya la campagne de Barry Goldwater en 1964, devint gouverneur de Californie à la fin des années 1960 et jusqu'en 1974, année où il renonça à se représenter. En 1976 il avait brigué sans succès l'investiture de son parti contre Gerald Ford; il l'obtint de justesse en 1980, bousculant l'*establishment* conservateur de la côte est, inquiet de ses "excès" – mais, contrairement à Carter, il ne manquait pas d'appuis dans son propre parti. Personnage ambigu, à la fois chef charismatique et personnalité évanescente<sup>1</sup>, c'était en tout cas un homme de l'ère des médias; à la présidence, on l'a surnommé "le grand communicateur"<sup>2</sup>.

Reagan mena la campagne la plus idéologique de l'Histoire des États-Unis depuis Roosevelt en 1932. C'était d'abord un un néo-libéral convaincu, en rupture complète avec les idées reçues et les recettes appliquées depuis 1945; son entourage s'inspirait des travaux des économistes néo-libéraux, notamment de Milton Friedmann et de son École de Chicago. C'était en partie une reprise de l'argumentaire des républicains et des démocrates conservateurs des années 1930, hostiles au *new Deal*, et même, au-delà, des populistes hostiles à l'*establishment* et au *big government*; mais ce n'était pas seulement cela, car trente-cinq ans de régulation keynésienne de l'économie étaient passés par là. Reagan était partisan d'un retour à une "économie de l'offre", c'est-à-dire à une gestion économique axée en priorité sur les intérêts des entreprises et non plus sur ceux des consommateurs. Il était hostile notamment aux programmes sociaux qui selon lui ralentissaient la croissance, donc l'enrichissement des Américains, en immobilisant de l'argent qui eût été mieux employé à aider les entreprises.

---

<sup>1</sup> En 1999, son biographe officiel a fait scandale en déclarant qu'il n'y avait rien à écrire sur cet homme qui n'était qu'un "idiot"; il a publié la biographie en question sous une forme romancée, y ajoutant un personnage fictif, sous le prétexte qu'il n'y avait pas assez de matière! Il paraît qu'au cours de quelques trente-cinq entrevues qu'il eut avec l'ancien Président, celui-ci fut incapable de lui livrer autre chose que de gentillettes anecdotes.

<sup>2</sup> Un tiers de l'équipe de conseillers de Reagan s'occupait de son image.

De plus, ces aides suscitaient l'apparition d'une mentalité d'assistés. Ainsi les aides aux mères célibataires étaient censées contribuer à la dissolution de la famille, de la famille noire en particulier; Reagan dénonçait les dysfonctionnements et les fraudes, notamment l'existence de *welfare queens* qui auraient vécu grassement de l'accumulation d'aides diverses.

Reagan s'attaquait également à l'interventionnisme croissant du gouvernement fédéral (dont les dépenses représentaient 35% du P.N.B. en 1979), aux fonctionnaires, à la fiscalité excessive et dissuasive pour l'initiative privée, aux réglementations tâtilloises, décourageantes pour les plus entreprenants et, de ce fait, tueuses d'emploi. L'une de ses formules les plus célèbres était: « le gouvernement ne représente pas la solution à nos problèmes. Le gouvernement est le problème ». Cependant, dans la continuité des populistes, il s'attaquait presque aussi violemment aux grandes entreprises, qu'il tenait pour tout aussi bureaucratiques que l'État, et à leur mentalité de "nouns" qui "chouchoutaient" leurs employés au lieu d'encourager leurs initiatives – elles ne soutinrent guère sa candidature. Enfin il dénonçait la corruption et l'inefficacité des syndicats, devenus pour lui de simples lobbies conservateurs essentiellement occupés à paralyser la liberté d'entreprendre. Il proposait de déréglementer l'économie et d'abaisser la fiscalité (sur les particuliers comme sur les entreprises: cela devait permettre une relance de l'activité, donc en fin de compte plus de rentrées fiscales pour l'État et par ailleurs moins de dépenses sociales liées à la pauvreté). Il exaltait l'individualisme et l'esprit d'entreprise, valeurs fondamentales de l'Amérique; il souhaitait par exemple que l'on remplaçât les bourses accordées aux étudiants par des prêts remboursables à l'entrée dans la vie active, afin qu'ils acquissent le sens des responsabilités, et qu'ils pussent fonder une entreprise dès avant la fin de leurs études s'ils le souhaitaient.

Bien sûr ces critiques étaient en partie injustes: ainsi les programmes sociaux avaient permis que 90% des enfants terminassent leurs études secondaires, ils avaient réduit la pauvreté. Mais elles portaient; du reste, en réalité, dès la présidence de Carter l'administration s'était éloignée du keynésianisme strict. Le signal était venu de Californie, l'État dont Reagan était le gouverneur: en 1987, un projet radical de baisse des impôts y avait été voté. En 1978 le gouvernement fédéral avait amorcé la dérégulation des transports aériens et des tarifs gaziers (les tarifs pétroliers suivirent au début 1980). Face à l'effondrement du dollar, en juillet 1979 Carter avait dû nommer à la tête du *Federal Reserve Board* un monétariste de stricte obédience, c'est-à-dire un homme décidé à lutter avant tout contre l'inflation, quitte à sacrifier la consommation et (provisoirement) la croissance: Paul Volcker.

Reagan était également le héraut de ce que l'on commençait à appeler, depuis 1975 environ, la "révolution conservatrice", c'est-à-dire une critique vigoureuse de la contre-culture des années 1960, de tous les "radicalismes". Il haïssait l'activisme politique (notamment celui des intellectuels juifs et catholiques new-yorkais), l'idéologie de l'hédonisme, la révolution sexuelle; il dénonçait l'effondrement du système éducatif et "la vague montante de la médiocrité" et insistait sur le nécessaire retour aux valeurs familiales et religieuses de l'Amérique profonde. Les protestants fondamentalistes étaient très présents dans son équipe de campagne, mais on y trouvait aussi des catholiques et des juifs conservateurs, tous ligüés contre la menace d'une société américaine sans Dieu.

Hostile aux excès de la politique de promotion des minorités (le *busing*, l'*affirmative action*), Reagan dénonçait la "balkanisation" de la société américaine, de plus en plus aux mains des "lobbies ethniques", et la jungle des ghettos. Il assimilait le parti démocrate au parti des "minorités", donc des intérêts particuliers face à ceux de l'Américain moyen, du plus grand nombre. Il promettait de s'attaquer à un "triangle de

**fer"** constitué par les groupes de pression ethniques et autres (syndicaux notamment), les politiciens démocrates soucieux d'obtenir leurs voix et les bureaucraties dont la survie dépendait de l'ampleur des programmes sociaux.

En **politique extérieure**, il était ulcéré par la tendance des "libéraux" américains à mettre les erreurs et les maladroresses de l'Amérique sur le même plan que les crimes du camp ennemi; il stigmatisait le déclin du patriotisme. Il avait l'ambition de **rendre à l'Amérique sa grandeur perdue** en relevant le défi soviétique: il fallait relancer la course aux armements, et, si nécessaire, ne pas rechigner aux interventions à l'étranger; pour la morale, on verrait après la victoire sur ce que Reagan appela un jour « l'empire du Mal ».

Dans ces domaines aussi, des changements s'étaient déjà faits sentir à la fin de la présidence Carter. Le réarmement avait déjà commencé. À la grande satisfaction de la mouvance sécuritaire, la **peine de mort**, suspendue depuis 1972 à la suite d'un arrêt ambigu de la Cour Suprême, avait été réintroduite en 1976<sup>1</sup>. Mais Carter était trop maladroit et son impopularité était irrémédiable. De plus, la fin de sa présidence fut marquée par la perte de l'Iran, le second choc pétrolier, une inflation à 11,3% en 1979 (et l'on annonçait 18% pour 1980; finalement, ce fut 13,5%)... En revanche, Reagan sut "ratisser large", il sut n'être pas seulement un nouveau Goldwater – 45% des syndiqués votèrent pour lui, en particulier à cause de l'aspect fiscal de son programme.

Dans ces conditions **Reagan remporta haut la main les élections présidentielles de 1980**. Les républicains récupérèrent la majorité au Sénat (mais pas à la Chambre). Pour la première fois, un vrai militant était au pouvoir; mais pour la première fois aussi un professionnel de la communication, à l'heure où s'annonçait une nouvelle révolution dans le domaine des médias, celle de l'informatique. Reagan était un Californien, un homme du grand Ouest pionnier, de l'Amérique du sport, de la consommation, des entreprises de pointe; un homme profondément religieux aussi, même si sa vie n'avait pas toujours été conforme à ses principes. Bref, il symbolisait et représentait une Amérique à cent mille lieues de l'Europe, tout particulièrement de la France qui, en 1981, élut un autre vieil homme charismatique, mais issu d'une tout autre tradition politique: François Mitterrand... Les Français des années 1980 eurent autant de mal à comprendre la politique reaganienne, et la popularité indéniable dont elle jouissait, que les Américains à "digérer" les nationalisations et les quatre ministres communistes! Mais ceci est une autre Histoire...

---

<sup>1</sup> En 1972, le Cour suprême avait suspendu l'application de la peine de mort, dans les trente-sept États qui l'appliquaient à l'époque (mais aucune exécution n'avait eu lieu depuis 1967), au motif qu'en l'état de l'époque la législation en la matière violait le VIIIe amendement à la Constitution, qui proscriit les peines "cruelles et inusitées", en particulier parce qu'elle était trop arbitraire et n'offrait pas assez de garanties juridiques. Les États ayant modifié leur législation dans le sens souhaité par les juges, en 1976 la Cour suprême annula la décision de 1972. La première exécution après cette décision eut lieu en janvier 1977. Dans les années 1990, la Californie et l'État de New York ont rétabli la peine de mort, portant à trente-neuf le nombre d'États où elle est prévue (quatorze d'entre eux ne l'appliquent pas réellement).